N°6 – été 2009

Outrage

L433-5 du code pénal

Constituent un **outrage** puni de 7500 euros d'amende les paroles, gestes ou menaces, les écrits ou images de toute nature non rendus publics ou l'envoi d'objets quelconques adressés à une personne chargée d'une mission de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa mission, et de nature à porter atteinte à sa dignité ou au respect dû à la fonction dont elle est investie. Lorsqu'il est adressé à une personne dépositaire de l'autorité publique, l'outrage est puni de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende…

Incendiaire, gratuit, sur Lyon et ses environs

C'est parti, la grippe porcine est arrivée sur Lyon. L'alerte sanitaire, c'est comme le terrorisme : une technique du pouvoir pour faire ressentir à la population, que sans lui, elle est menacée. Sans la police et ses armes modernes, sans la pharmaceutique et ses vaccins, on meurt. Sécurité, protection. Travail psychologique, mais aussi vrai contrôle des corps. Au Mexique, la grippe renforce les autorités : elles se sont attribuées le pouvoir de débarquer chez les gens, pour les vacciner, de force. En France, des stocks de vaccins sont prêts. Dans un même geste, le pouvoir interdit toute personne de porter des masques en manif, et conseillera très fortement le port du masque en cas d'épidémie. Ils veulent conquérir nos corps. On verra ça.

Caterpillar 1 - Patrons 0

DES DURS À CALUIRE

ÉCHOS D'UNE OCCUPATION D'USINE

La crise, c'est pas que des nouvelles qui tombent à la radio. Le capitalisme a muté pour adopter des formes de production éclatées : moins de grosses unités de production et des ribambelles de sous-traitants ; des dizaines de boîtes et filiales se cassent la gueule : réaction en chaîne. Il faut dégraisser, réduire les charges.



Elle a bon dos la crise. La plupart des délocalisations étaient prévues avant qu'elle fasse sa grande apparition médiatique. C'est l'occasion pour tous les patrons de faire ce qu'ils ont envie depuis quelques temps : larguer en masse. Profiter de la présence de Sarkozy et de ses flics pour faire avaler la pilule, de force. Les CRS ont rôdé près des usines occupées, dont Caluire. Histoire de mettre la pression, et de montrer que si c'est nécessaire, les flics peuvent très bien délaisser un peu les quartiers ou les étudiants-lycéens pour mater aussi les ouvriers, à l'ancienne.

Le secteur automobile trinque particulièrement. L'usine Chausson-Reims a été liquidée en mai 2007, c'était le dernier bastion d'outillage automobile français. À l'heure où on parle d'une crise sans précédent dans le secteur, il y a *déjà* des chômeurs en fin de droit. Et tout s'est accéléré cette année. Chez les fabricants de pneus, c'est l'hécatombe : Michelin, Continental, Goodyear-Dunlop, et tous leurs sous-traitants. Sur Lyon, c'est à Caluire que l'équipementier automobile Anoflex va jeter 157 personnes sur le carreau, sur 519. Les sites de Rilleux-la-Pape et Villeurbanne sont aussi dans la ligne de mire. Contitech-Anoflex est une filiale du groupe allemand Continental, dont les ouvriers de Clairoix (1120 licenciés !) ont fait parler d'eux en saccageant la sous-préfecture de Compiègne et les bureaux de leur direction. La raison des licenciements de Caluire est assumée, car tout à fait logique et cohérente avec ce monde : les trimards français coûtent trop cher (parce qu'ils se sont battus pour améliorer leur condition), donc on va essayer d'exploiter un peu plus les Roumains. Ça s'appelle l'Europe. Mais il faut du temps avant de tout fermer en France, le temps que s'opère « le transfert de compétences ». Les ouvriers de Caluire nous ont expliqué : les Roumains sont beaucoup moins chers (5 à 10 fois moins), mais ils n'ont pas encore le savoir-faire. Donc pour certains éléments de la production, on garde des Français (Anoflex fabrique des flexibles hydrauliques pour directions assistées, un peu technique comme taf), et surtout on encourage les ouvriers français à aller travailler à l'Est, « parce que ce serait toujours mieux qu'être assistés en France, et puis ça permettra aux Roumains d'apprendre ». Bah voyons ! Et des centaines de jeunes cadres français se sont installés à l'Est ces dernières années. Mais parmi ces cons qui ont voulu jouer les VRP du capital, beaucoup se font maintenant virer, comme tout le monde : plus besoin d'eux, c'est la crise. Retour en France, direction pôle-emploi, avec une « expérience internationale » sur le CV, pour finir en intérim. Même la classe moyenne se brûle les ailes.

Ce qui fait mal, c'est plutôt la fin du combat

Pour les 157 premiers liquidés d'Anoflex Caluire, la direction leur balançait dans un mépris complet une bouchée de pain pour dégager : 15 000 € et 150 € par année d'ancienneté. 150 € par année de vie perdue dans cette taule pourrie. Faut oser faire des offres pareilles... La moyenne d'âge des travailleurs et travailleuses de l'unité de production qui va fermer est de 47 ans. Dans le monde ouvrier, ça veut dire l'âge des tendinites, du calcaire dans les articulations et des hernies discales. En clair, l'âge de la mort sur le marché du travail. Trop vieux, trop usés, plus aucun patron ne voudra de ces derniers prolos, tout juste bons à ramasser des papiers pour la ville.

Mais les ouvriers et ouvrières de Caluire ne se sont pas laissés marcher dessus comme ça. Le mercredi 6 mai à l'aube, ils et elles bloquent l'accès à l'usine, avec chaînes, cadenas, barricades de palettes. La boîte tournait déjà au ralenti (chômage technique), là c'est l'arrêt pur et simple. Et ça va durer 5 jours. 5 jours et 5 nuits ensemble, solidaires, à s'organiser pour la bouffe. Camping sauvage devant la boîte. Des moments inoubliables, où les équipes de jour et de nuit qui ne font que se croiser d'habitude, se rencontrent, vraiment. Toutes les relations prennent une forme et une intensité radicales, on se parle pour de vrai. Pour une fois, on est contents de venir à la boîte, car c'est avec des croissants pour ceux qui ont dormi là, et tout le monde est là pour les barbecues... C'est ce qu'il y a de plus important dans ces luttes : les rencontres, l'auto-organisation, la débrouille. Une autre vie, maintenant, tout de suite. Ça c'est déjà des victoires. Une ouvrière nous confie « Qu'est-ce qu'on a rigolé. On aura au moins passé du bon temps, ça ils nous le prendront pas ! » Un autre « C'est con je m'étais habitué à l'odeur des merguez sur les habits ! » On était bien. C'est bizarre comment on peut être au même endroit (l'usine) d'une façon complètement différente. Peut-être qu'un jour ce truc qu'on appelle la France deviendra habitable ?

Mais on a rencontré les grévistes à la fin, au moment où un accord venait d'être accepté : 19 000 € de prime, et 1 000 € par année d'ancienneté. Certain-es semblent satisfaits, mais dans les personnes qui restent, pour ranger la bouffe et garder les banderoles en souvenir (mais pas que), l'amertume est perceptible. Certain-es ont les boules, du mal à parler, les larmes aux yeux. Dégoûtés que les autres aient repris comme des moutons, alors qu'on pouvait arracher plus. Tout ça pour ça. « Un jour de plus, et ils craquaient, on avait ce qu'on voulait... » C'est vrai que les Contis ont fait cracher 50 000 € de prime à leur direction... Comme toujours, les syndicalistes (CGT et UNSA) calment les énervés et disent qu'il faut savoir être raisonnables, « c'est déjà pas mal ». Certains se cassent tout de suite, épuisés par les 5 jours d'occupation, écœurés. Mais aucun ne

regrette cette bagarre avec la direction. Ce qui fait mal, c'est plutôt la fin du combat : la séparation. « Bon on va boire un coup quelque part ? », lance un peu dans le vide un ouvrier. « Nan...? » Cette envie de continuer. Cette douleur de retourner chacun dans son coin, dans sa galère individuelle. C'est dans ces fins de grève qu'il faudra inventer les moyens de continuer ensemble, pour ne pas perdre cette énergie accumulée.

Puis le patron repasse. Il n'a rien de mieux à dire que « S'il y en a ici qui ont un peu de jugeote, ils pourraient retourner à l'intérieur. » Les grévistes de l'équipe de nuit refusent de rentrer dans la taule. Une gréviste en colère règle l'affaire en interpellant le boss, avec l'huissier pour témoin : « Vous avez bien entendu comme moi que la grève s'arrêtait demain matin ? Bon ! » Jusqu'à la dernière heure, ce connard de patron en costard les fera chier, pour les presser jusqu'à la moelle. Derrière, c'est le DRH qui nous regarde bizarre du genre, « qu'est-ce qu'ils foutent là ces jeunes. » Ouais, on est là, ducon. Les grévistes nous souhaitent bien du courage, nous disent de nous battre, par tous les moyens, qu'il faut jamais se laisser faire. Certain-es sentent aussi que ça repartira à Caluire, quand ils liquideront le reste. Ce qui est important dans cette grève, c'est l'expérience : la démonstration a été faite qu'il est possible de bloquer cette boîte, et que c'est super à vivre. Le rendez-vous est pris : à la prochaine occup', on arrivera avant la fin. Parole de camarades. ■

CATER, PHASE TERMINALE ?

7 mois de conflit à Caterpillar (Grenoble). 7 mois de lutte, de grèves, d'occupations, de manifestations. Des blocages de voies ferrées, des actions dans les supermarchés, la séquestration de l'équipe de direction du groupe France pendant plus de 24 heures... Et à l'arrivée pas grand chose.

La direction s'est montrée quasi inflexible sur les indemnités de licenciement (refus d'accorder 30000 euros plus trois mois par année d'ancienneté). Mi mai, FO, la CFTC et la CFDT ont signé un « protocole de fin de conflit » permettant de ramener les suppressions de postes de 733 à 600 licenciements, contre l'adoption d'un accord cadre sur les 35 heures annualisées. Tu parles d'une victoire : les salarié-es des sites d'Echirolles et Grenoble pourront désormais se faire des semaines de 60 heures en cas de grosses commandes, c'est la fin des heures supp', les congés seront strictement contrôlés en fonction des impératifs de productivité, et le tout sans compensation salariale.

Un référendum interne à l'entreprise est prévu pour octobre, histoire d'entériner le truc. Mais d'ici là, la plupart des lettres de licenciements seront déjà arrivées, et les sanctions sont déjà tombées pour 19 grévistes particulièrement rodaves, qui se sont trouvés assignés par la direction (mises à la porte et mises à pied). Les syndicats avaient décrété la levée de ces sanctions comme préalable à la reprise des négociations. Ils se sont dégonflés là dessus aussi. « Le problème c'est que les délégués syndicaux sont assez nuls dans l'ensemble. Ils se font manger. D'ailleurs y en a plus que trois à aller aux réunions, tous les autres sont en arrêt maladie ».

La politique de la direction est assez claire : casser le mouvement par des sanctions internes ou judiciaires (même si là, pour l'histoire de la séquestration, les juges n'ont pas suivi) ; et puis proposer aux salariés le grand jeu de la démocratie avec des scrutins internes pour déterminer à quelle sauce ils se feront bouffer. On dirait le programme de Sarkozy en matière de droit social, avec la criminalisation de la lutte d'un côté et de l'autre les référendums pour le retour à la normale, au bout d'une semaine.

Alors, c'est la fin du conflit à Cater ? Dans sa phase ouverte, peut-être. « Mais ils savent bien que les gars qui vont rentrer, on va saloper le boulot, ralentir les cadences. De toute façon tout le monde veut se barrer, prendre la thune et monter sa boîte, n'importe quoi... Ils en ont rien à foutre, eux ils veulent fermer les sites ». Cater Grenoble a servi de plate-forme laboratoire pour développer des « process » de plus en plus efficaces, qui permettent de monter des machines en équipes réduites. Ce savoir-faire, il va suffire de le transplanter en Belgique et en Roumanie pour faire baisser les coûts de production. Au mieux la direction maintiendra une sorte d'usine en carton pâte en Isère, histoire d'amuser la galerie.

Fin mai les salarié-es sont rentré-es au chagrin. Cassé-es par l'alternance grève chômage technique. Sous la pression aussi des petits chefs, des huissiers au taquet pour relever la première saute d'humeur ou les tentatives d'agitation dans les ateliers. Témoignage d'un assembleur du site d'Echirolles : « Moi, par rapport aux collègues assignés j'ai tout de suite dit j'arrête, on sort tous. Mais directement le contremaître m'est tombé dessus. Et après quoi... C'est vrai aussi qu'on est parti fort. Les gens des bureaux ont mangé. Des insultes, des pétards, on leur jetait des poubelles à la gueule, et puis il y a eu les feux devant la boîte... C'est pour ça qu'ils ont fait venir les huissiers et tout. Le problème aussi c'est comment ils sont [dans les bureaux], quand ils dessinent une nouvelle pièce ils descendent jamais discuter avec les équipes pour savoir si ça nous pourrit pas le boulot... La direction c'est même pas la peine, ils nous traitent comme des chiens. Moi y a des chances qu'ils me gardent mais quand je vais rentrer y aura qu'à voir comment je vais bosser. C'est fini. Dans tous les cas c'est fini ».

Alors une victoire ça serait quoi ? « La levée des sanctions pour les collègues, déjà. Y en a qui demandent le paiement des jours de grève, je sais pas... Ce qu'il faudrait c'est que plus largement ça prenne, que les colères se regroupent et là un coup d'Etat [il se marre en disant ça, c'est dit joyeusement], je déconne pas, il faut tout retourner ».

Il y a eu quelques tentatives de convergences, comme on dit : des actions communes avec les étudiant-es en lutte, des ouvriers de Cater sont allés parler aux AG, des collectifs d'habitant-es précaires sont venus du voisinage pour faire tourner la cantine collective, proposer des coups de main sur les piquets. Pas de maille ou si peu. Mais les grévistes de Cater auront quand même réussi à arracher quelques beaux après-midis, des petits matins rieurs et incandescents devant les barricades de pneus. Et la colère rentrée contre l'usine, contre la galère a commencé à sortir, à faire son chemin. Un petit groupe discute tactique sur la fin de la dernière journée de grève, après la pétanque, les coups à boire et les joints qu'on partage : « bon on retourne là bas, on crame tout et les jaunes qui veulent pas sortir ils brûlent aussi ». Tout le monde se marre. « Non, sérieusement, s'ils veulent pas lâcher plus on retourne là-bas et on se sert. Tout le monde repart avec une machine et on débarque en ville ».

Et nous raserons la ville en passant. ■

BRÈVES "TEMPS DE CRISE"

■ Les naufragés

En avril : suppression de 45 postes sur 89 chez Carlson Wagon-lit (Lyon) ; suppression de postes chez Fujitsu ; nouvelles périodes de chômage partiel annoncées chez Bluestar Silicons ; faillite de l'entreprise Théoste à Bourg-de-Thizy ; 96 licenciements (sur 200 postes) aux teintureries de la Turdine, à Tarare. Début mai, la période de chômage partiel prévue pour 2009 est étendue de 90 à 120 jours chez Renault Trucks ; fermeture de l'usine Sotra Seperef à Quincieux ; annonce de 84 licenciements chez REP international (Corbas).

La fréquentation des Restos du Cœur a augmenté de 22% cette année, à Rilleux. Le nombre de « pauvres » (personnes disposant de revenus mensuels inférieurs à 880 euros) a augmenté de 100 000 pour le Rhône, entre 2005 et 2008. Au premier trimestre 2009, le nombre de salariés concernés par une faillite ou un dépôt de bilan a augmenté de 214%.

■ Le travail tue

Un cambrioleur s'est tué en tombant d'un toit à Saint-Priest-en-Jarez, le 24 mai. 10 jours plus tôt un ouvrier du BTP mourrait écrasé dans une tranchée qui s'est effondrée sur lui, à Mions.

UN PÉTARD DANS L'URNE

RETOUR SUR LES INCIDENTS DU 27 AVRIL À LYON 2

Après 13 semaines de mobilisation, la présidence de l'université Lyon 2, qui se dit « favorable » au mouvement contre les réformes LRU, a décidé d'organiser un vote à bulletin secret, avec carte d'étudiant, pour mettre fin au blocage voté d'AG en AG par les étudiant-es.

Pour encourager les « usagers » de Lyon 2 à voter comme il faut, une propagande de grande ampleur avait été menée à coups de mails citoyennistes. Pas de doute, l'université est bien une institution de la République : elle reproduit les rituels démocratiques pour rétablir l'ordre normal des choses dès que la situation dérape. Du pays des droits de l'homme à l'Irak, les élections sont systématiquement utilisées pour pacifier le réel.

Confrontés à ce mode de contrôle, des grévistes ont décidé que le vote ne se passerait pas sans eux. Certaines personnes voulaient opposer à la démocratie pacificatrice et aliénante des logiques d'auto-organisation et de prises d'initiative, d'autres cherchaient simplement à défendre une « vraie » démocratie, plus pittoresque et tout aussi stérile : celle des AG et de leur fameuse légitimité. Bien consciente de ces menaces, la présidence avait fait appel à une meute de vigiles pour défendre les bureaux de vote. Le mythe démocratique ne suscitant plus l'adhésion citoyenne attendue, l'institution s'arme pour protéger les urnes. Les étudiants faisaient donc la queue entre des barrières de sécurité, se faisaient checker par des vigiles comme à l'entrée des boites de nuit... pour aller voter. Vers 15 h, la tension commence à monter : des gros pétards explosent dans différents coins de la fac et du monde s'approche de l'entrée de la salle de vote. Sentant l'attaque imminente, les vigiles stressent à mort et s'emballent : ils bloquent l'accès à la porte avec leurs barrières métalliques, des cris fusent, des gens poussent. Les moutons citoyens se reculent et sortent leurs portables pour filmer la situation, à défaut de la vivre. Des gens se masquent un peu, d'autres pétards explosent à la gueule des vigiles qui se replient et gazent. Ça y est la démocratie se révèle : du gaz lacrymogène sort du bureau de vote. Comme en 2007, après le sacre de Sarkozy, élections riment



dans nos corps avec odeurs de gaz. À ce moment, l'ambiance est extrêmement tendue. La porte est fermée, des vigiles et des bons citoyens en profitent pour frapper deux grévistes enfermés dans le bureau de vote. Dehors, on reprend son souffle. Des pétards explosent devant la salle de vote, un vigile sort pour gazer à nouveau, il se fait chasser. Des coups de pieds font résonner les vitres de la salle, la porte est réouverte par les insurgés, fumigènes et pétards sont balancés à l'intérieur, un extincteur est vidé sur les types de la sécurité, et une barrière est utilisée comme bélier pour briser la barricade montée par les vigiles pour défendre les urnes.

Une rumeur se répand : « les flics arrivent sur la fac ». Complicité pratique, la dispersion se fait spontanément ; en un éclair tout est fini. Très vite la police assiège la fac en bloquant tous les accès, la BAC rôde devant la bibliothèque Chevreul. Toutes les personnes « louches » sont contrôlées, puis la présidence décide de boucler elle-même les accès de la fac. Les dernières personnes présentes, dont des profs et des gens de l'IEP, décident de sortir collectivement. Une fois dans la rue, le groupe se fait encercler par la police, et la BAC charge pour arrêter des grévistes bien en vue. Des chiens sont utilisés pour intimider la foule, et surtout les flics balancent des décharges de Taser pour briser les solidarités. Cinq personnes se font ainsi embarquer et ça se termine en rassemblement de soutien devant le commissariat de Jean-Macé. Trois des interpellés sont relâchés après une nuit au poste, les deux autres passent en comparution immédiate après 48 heures. Une centaine de personnes est présente dans le tribunal rue Servient le jour de l'audience, et une cinquantaine à l'extérieur. Les deux grévistes refusent la comparution immédiate, leur procès est reporté au 10 juin, verdict le 1er juillet au tribunal correctionnel. Le proc' a requis 3 et 6 mois de prison avec sursis et 3000 € d'amende. ■

Un printemps agité à Lyon 2

■ 6 février : la présidence envoie à toute la « communauté universitaire » un communiqué faisant état de dégradations à hauteur de 10 000 € (ben voyons) consécutives à l'occupation de l'amphi Fugier la veille au soir. Le communiqué parle de vitres brisées, de distributeurs de boissons endommagés, de lecteurs de cartes magnétiques détruits et de tags. La présidence condamne.

■ 3 mars : barricade rue de l'université à l'aide de barrières, tables et chaises. Pendant une heure, la circulation de voitures et de tramways est interrompue. La présidence condamne.

■ 19 mars : grosse manifestation syndicale. Une centaine d'étudiants manifeste en formant un bloc et en s'entourant de grands draps blancs. Quelques tags et bombes de peintures redécorent la ville. Deux arrestations dans la manif' sauvage qui suit, puis deux autres devant le comico. La présidence est à l'ouest.

■ 26 mars : nouvelle barricade, enflammée cette fois à l'aide de pneus. Les flux sont bloqués plus longtemps. La présidence condamne.

■ 8 avril : dans la plus pure tradition débile de « l'université critique », est organisée la Nuit blanche de l'université. Des professeurs dissertent doctement pendant de longues heures sur l'anti-intellectualisme de Sarkozy, sur le « néo-libéralisme » et sur la « casse » du service public d'enseignement supérieur et de la recherche. L'apothéose est atteinte quand des étudiant-es se mettent à poil devant des vigiles embauchés pour l'occasion afin de protester contre leur présence. La gauche dans toute sa splendeur réunie pendant une nuit. La présidence encourage.

■ 27 avril : un référendum est organisé sur la question du blocage (voir l'article ci-dessus).

■ 29 avril : la présidence dément avoir envoyé un mail à tous les étudiants qui les encourage à « accepter la présence de policiers en civils sur les campus » et à « collaborer à l'action des forces de l'ordre », tout en précisant l'installation prochaine de « dispositifs de vidéosurveillances et une sécurisation électronique de tous les accès » du campus. La présidence condamne et porte plainte pour « usurpation de titres, de fonctions et d'identités ».

■ 4 mai : en début de soirée, cinq blair' des Jeunesses Identitaires débarquent à la fac, tapent un étudiant (qui finira aux urgences), cassent un ordinateur portable avant de s'enfuir par la rue de Marseille. La présidence condamne.

■ 13 mai : Nuit noire de l'université organisée par des grévistes : pot de départ anticipé de la présidence, discussion collective sur un texte évoquant la grève générale guadeloupéenne, projections de films, bouffe, musique, destruction de plusieurs caméras, multiples tags dans le bâtiment K (campus de Bron). La présidence, prenant enfin acte de l'inefficacité et de l'inconsistance de ses précédents communiqués, ne prend plus la peine de condamner. Olivier Christin, président de Lyon 2, prend la décision de s'exiler aux États-unis.



CONTES DE LA DÉMOCRATIE ORDINAIRE

Le but fondamental de la social-démocratie est de résorber les conflits, pour le bien de tous, c'est-à-dire le bien des heureux privilégiés. Pour cela, elle met en place une série de dispositifs avec un certain goût pour les tables rondes réunissant habitants du quartiers, parents d'élèves, sociologues, syndicalistes...

Quand elle a assez d'argent, elle cherche à réduire l'injustice pour qu'elle reste supportable, mais ne l'abolit jamais. Elle fournit la sécu, des MJC, des salles de sport, des bourses et le RMI... Pour donner l'illusion que tout va bien, que rien ne se passe, elle organise, avec artistes et acteurs sociaux, des fêtes de quartier (Guillotière), des fêtes de la musique, des berges du Rhône, et bien sûr des événements sportifs (coupes de France, JO...). Du pain et des jeux, on en revient toujours là.

Le type d'humain que la démocratie cherche à construire s'appelle citoyen. Le citoyen, c'est quelqu'un de bien. Le citoyen travaille, se donne du mal, lui. Le citoyen se prononce sur tout, souvent sans rapport de réalité avec sa vie. Le citoyen n'a plus de corps, on lui a coupé les membres, même si parfois il est super musclé. Le citoyen vit dans une bulle où tout est mou (son monospace, la veranda de son pavillon...). Elle est un peu confortable mais terrifiante d'ennui. Dans la société démocratique, on flotte mollement d'un âge à un autre, sans aucune prise sur le territoire. Et sans appui on n'est rien, on peut pas se battre.

Pour installer cet agencement pacifié, la démocratie doit supprimer tout commun fort entre groupes d'humains, et les fondre individuellement dans le creuset de la société, pour faire disparaître toutes lignes de fracture. Voilà ce qui dérange le pouvoir avec le « groupe de Tarnac » et d'autres : leur tentative de reconstituer un commun fort, un agencement entre des personnes qui ne soit pas qu'une juxtaposition d'individus. Des vies qui se tiennent vraiment, et s'enracinent dans ce plateau fertile de Corrèze, des personnes qui recommencent à exister, ensemble, et donc à constituer une menace. Et c'est la même chose qui dérange dans les banlieues : des gens y ont des vies partagées, restent solidaires face à la police-justice, et maîtrisent un territoire. On sait ce qui leur fait peur, on sait ce qu'il nous reste à faire.

Crise et retour au dur

C'est la crise, leur crise. Ils ont pillé leur Etat providence, dépouillé le joli tissu social. Nous, on va pas s'en plaindre, parce que ce tissu social, c'était notre camisole, c'était le velours sur les sièges de la galère, ce tissu qui nous cloue le cul au bateau, ces dispositifs qui nous empêchent de bouger. Là, avec la dite crise, il y a un retour au dur. Les gens de la classe moyenne ont déjà connu des difficultés et de l'incertitude, quand ils étaient jeunes, quand ils commençaient dans la vie, s'installaient, avec les gamins, peu d'argent, pas de travail sûr... Puis la vie s'est arrondie, ça allait mieux. Mais le dur est revenu avec la crise : la ouate démocratique, ce régime d'atténuation généralisée se déchire, un peu. Les dispositifs se trouent. La mutuelle coûte cher et rembourse mal, les banques prêtent moins, l'essence, le logement et la bouffe augmentent. Et puis surtout, cette année, les fractions basses de la classe moyenne se sont faites décapitées : licenciements en cascades, des milliers de braves citoyens retombent sur le carreau froid de la vie réelle. Ça réveille. Ça rappelle ce qu'on n'avait jamais vraiment oublié : ce sentiment de se faire avoir, cette défiance à l'égard de la société, le manque d'amour

BRÈVES "TEMPS DE CRISE"

■ **En lutte**
Du 31 mars au 1er avril : séquestration des dirigeants de Caterpillar France, sur le site de Grenoble. Les salarié-es en lutte obtiennent le paiement de leurs trois derniers jours de grève. Le 1er avril, une banderole proclamant « Sarko on ne veut pas de ton monde » est retrouvée accrochée aux flancs de la basilique Fourvière. Le même jour, 420 responsables d'années ou de cycles de formations à l'université Lyon 1 présentent leur démission, pour protester contre la loi d'autonomie des universités et la réforme du statut d'enseignant-chercheur. 2 avril : une centaine de manifestant-es protestant contre les réformes Darcos à Vienne ont muré la permanence du député UMP avant de se rendre en cortège au conseil municipal.

■ **Entre le 6 et le 16 avril,** une série de débrayages sur le site de l'entreprise Rhodia permettent d'arracher une indemnisation à 100% des périodes de chômage partiel. Travailler moins et gagner autant... Le 8 avril, forte mobilisation (500 personnes environ) devant le site d'Anoflex à Caluire, pour dénoncer le plan social prévoyant 157 suppressions de poste chez cette filiale de Continental. Les syndicats présents dénoncent les tentatives du patronat de l'automobile pour augmenter la flexibilité du travail, au nom de mesures anti-crise. Le même jour les sites grenoblois de Caterpillar sont fermés pour « des raisons de sécurité ». En réponse aux déclarations de Sarkozy (qui a condamné les séquestrations de patrons par leurs ouvriers), les salarié-es de Cater réuni-es en assemblée générale votent à l'unanimité leur refus d'envoyer des délégués à l'Elysée. « On refuse de passer pour des voyous, on ira pas le voir, il n'a qu'à se déplacer ». Le 10 avril : débrayages chez Algéco, à Meyzieu.

pour ce monde. Ça réactive plein de belles choses : la solidarité par exemple. On se serre les coudes, on s'entraide entre proches, dans le quartier. La vie quoi. La vie qui reprend parce que la social-démocratie n'a plus les moyens de payer l'aseptisation généralisée. Du coup, ça grouille. Ça récupère dans les poubelles, ça bricole, ça retape et répare au lieu d'acheter du neuf, ça jardine pendant le chômage technique... L'enjeu est de dépasser le chacun pour soi et le stade familial, pour assurer la solidarité à un niveau plus collectif : politique. Au moment où les filets sociaux se trouent et nous libèrent, dans cette zone de turbulence, faut qu'on se tienne les uns les autres. En se tenant, on apprend à se connaître, on découvre notre puissance collective.

L'explicite sarkozisme

Au même moment où ça secoue, on doit supporter le sarkozisme. Tout le monde l'a remarqué, le paysage social s'est bleuté : des flics partout, tout le temps. Comme s'il allait se passer quelque chose. Et ils sont là justement pour que rien ne se passe. C'est ça la démocratie. Sauf que ça se passe en nous, ça monte. En parallèle à notre révolte qui gronde, le sarkozisme s'est diffusé comme une grippe chez les dominants. Ça donne des gens encore plus arrogants qu'avant, des citoyens-flics, qui sont dans leur bon droit. Faut les comprendre, ils ont un monde derrière eux, avec eux. Partout des flics et des contrôleurs qui leur sourient, parce qu'ils ont bien payé leur ticket, parce qu'ils ont pas bu en conduisant. Les vigiles leur disent « Bonne journée monsieur ». Ça pose d'emblée une complicité, du genre, « T'inquiète mon pote, si ça secoue, nous on est là, on va les tenir en place les pauvres, les bougnoules, les anarchistes... » Tout ça réveille plutôt les affects de révolte que la social-démocratie avait enfouis au plus profond de nos corps. Ils nous insultent dans leur 4x4 parce qu'on les gêne en vélo. Ou alors ils s'indignent sur leur Vélo'v (avec leur salade bio dans le panier) parce qu'on roule pas dans le bon sens des pistes cyclables, et vite en plus.

La moindre infraction à cet ordre du monde, leur monde, les rend malades, car c'est tout le principe de leur vie qui est attaqué dans ses fondements. Nous voir voler dans un magasin et nous en sortir « comme ça ». « Faut appeler la police, ils vont recommencer ! » Il y a plein de cas d'infection : le président de Science-Po Grenoble qui, l'an dernier, frappait des étudiants grévistes avec un bout de poubelle ; les étudiants-qui-veulent-réussir, prêts à défier les bloqueurs pour aller en cours... Et ils savent bien que si on les touche, on passera en comparution immédiate pour violence, direction Corbas ou Villefranche. Parce qu'évidemment ils ont la plainte facile. C'est par essence des balances qui se cachent derrière les flics, leurs flics. Sarkozy a posé l'ambiance en déclarant la guerre aux banlieues. Et à Décines ça finit très mal : des jeunes font du bruit, un voisin sort son flingue, un mort. Kärscher. Partout, ils ont décrété l'état de guerre permanent. À l'extérieur : Palestine, Afghanistan, Irak, Pakistan... À l'intérieur : arabo-musulmans et *anarcho-autonomes*. Des mots méchamment composés pour faire peur à la classe moyenne qui fantasme derrière sa télé, dans sa bulle. « Prenez un cachet Emile, la social-démocratie va vous protéger contre les terroristes. On en a attrapé 13 d'un coup l'autre fois. Paraît qu'ils couchent tous ensemble. M'étonne pas. Et à Lyon on a encore capturé des islamistes... »

La guerre n'est pas déclarée à tout le monde, mais tout le monde est prévenu. C'est à ça que servent les *Julien Coupat* ou les photos de Guatanamo : « Voilà ce qui t'attend si tu bouges. » Mais fiasco sur fiasco (guerre en Irak, affaire Coupat), ils jouent des mauvais coups, et nous allons rentrer dans la brèche. Le Sarkozisme et la crise, c'est pas un drame, mais une modification de l'hostilité, de la situation sur la galère, une opportunité à saisir pour les faire reculer.

ce qu'ils sont : des ennemis. Et on les traite comme tels (c'est d'ailleurs ça qui les laisse sans voix : le déchirement du consensus). On les combat. On les bloque, on les tient, on retourne leurs bureaux. À chaque fois, une force propre se révèle, hétérogène. Des espaces oppositionnels se matérialisent (l'usine, la fac, la Guadeloupe, le quartier...). Toute personne qui les pénètre, sort de l'espace public. Ce sont précisément les territoires perdus de la République.

Pour annuler la dissidence, la social-démocratie réagit très vite. D'abord, elle envoie toujours des flics, pour dire qu'il vaudrait mieux pour nous qu'on accepte de discuter, sinon... Elle rappelle systématiquement par la présence policière qu'on n'est pas chez nous, que c'est elle qui a conquis ce territoire. C'était flagrant dans les Antilles où la métropole a envoyé par avions des centaines de flics-militaires pour dire « Attention les nègres, ici c'est chez nous ». Les flics ont aussi tourné autour des usines, des facs, des lycées. Et ils sont souvent rentrés. Parce que quand il s'agit d'âmes perdues, la social-démocratie n'hésite pas : elle tire. Deux personnes ont perdu un œil dans le mouvement étudiant cette année. Des grévistes ont pris des coups de Taser sur Lyon. Mais là où elle tire systématiquement et discute après, c'est bien sûr dans les quartiers. Là c'est le côté sarkoziste de la lame qui est directement utilisé pour nous mater, il est conçu pour.

Dans les usines en grève, ils font plus attention. C'est des ouvriers, et même si le prolétariat français a été dissout, l'histoire nous hante. En plus il y a les médias, on peut pas tabasser tranquille comme sur le béton des cités. Donc on utilise l'autre côté de la lame : le côté mou, social-démocrate, pour nous amadouer, nous entortiller. Discussions, négociations, protocoles de fin de conflit, référendum. « L'important est de ne pas rompre le dialogue. » Tu m'étonnes, ils ont peur. À chaque fois la démocratie et la légitimité sont utilisées pour faire rentrer les choses dans l'ordre. On dépêche un médiateur


3 mars, expulsion d'un squat de rroms à la Guill'

La France qui se fissure

Ok, c'est parti. Des galérien-nes ont décidé de ne pas se laisser écraser comme ça. Guadeloupe, Martinique, Saint-Nazaire, Strasbourg, La Courneuve. Marins pêcheurs, dockers, producteurs, ouvriers. Amora, Continental, Caterpillar, Goodyear. Chacun de ces mots raisonne dans nos cœurs et fait trembler le bateau. Grèves, blocages, auto-réductions, sabotages, occupations, séquestrations, émeutes, guets-apens, évasions, braquages... Voilà de quoi fut chargée l'année de la crise ! « Il faut préserver et consolider le pacte social. » a déclaré Xavier Bertand (sous-chef de l'UMP). Trop tard, connard. Chaque séquestration est une rupture avec l'ordre démocratique. Chaque blocage (de gare, de boulevard, d'entrée d'usine) brise le consensus. À chaque fois, les patrons, les cadres, les doyens de fac sont sur le cul car ils assistent à un pur décrochage de la réalité : une entrée en dissidence d'un morceau du réel. Et sur notre radeau, aussi fragile soit-il, ils n'ont plus aucune prise. Leur magie du pouvoir ne fonctionne plus. On ne les écoute plus, on ne les regarde plus, on les prend pour

dans les colonies. Il aurait pu prendre une balle celui-là, pour commencer la discussion. Dans les facs, ils organisent des votes, à bulletin secret, pour calmer le jeu. Chacun est ramené à l'impuissance de son avis personnel sur la question, et le tout donne l'opinion (des étudiants, des salariés, des Français...). Rien de pratique, dématérialisation systématique de la lutte. Fin de l'action collective, retour à l'échelon individuel. Quand ils disent démocratie, nous entendons maintien de l'ordre, contrôle de la population. Au Pérou, le président a parlé d'un « complot contre la démocratie », pour désigner la révolte actuelle des indigènes. C'est vrai, et ça fait des dizaines de morts. C'est pas un hasard si la démocratie arrive en kit dans les camions de l'armée américaine, en Irak ou en Afghanistan, pays barbares qu'il faudrait pacifier et civiliser. Là-bas, la démocratie a explicitement une odeur de mort. C'est pas un hasard non plus si à la veille des européennes, par tous les trous médiatiques, ils ont essayé de nous injecter le poison électoral. Ce qui est mesuré dans chaque rite démocratique, c'est l'adhésion à leur monde. Participer, signer, c'est en être. C'est appartenir à cette grande soupe que serait la société française (et maintenant européenne). À Grenoble, les conseillers municipaux sont sous le choc parce que des gens ont préféré incendier le bureau de vote de leur quartier, et canarder la police.

Intégration vs dissidence

La démocratie ne se présente jamais comme ennemi de tel groupe, mais toujours comme ennemi du conflit et de ses conséquences dommageables pour tout le monde. Les étudiants à la fac vont perdre leur année. Les travailleurs vont arriver en retard si les trains sont bloqués. La réputation de gréviste pénalise la nation dans la concurrence mondialisée. La démocratie cherche toujours quelque chose pour transcender les conflits. Son principe est de chercher ce qui met tout le monde d'accord. Et elle vient de trouver le poteau vert : sauvons la planète ! C'est la nouvelle transcendance. Dieu quoi. Et ils vont nous la faire à toutes les sauces. Salauds de pauvres qui polluent, en Chine ou dans les banlieues où ça mange pas bio. Sécurité et écologie, voilà l'avenir. Ils ont pourri la Terre, et ça va être de notre faute (on gaspillerait). Comble de la connerie, c'est eux qui vont réparer, nous sauver une fois de plus. Mon cul.

L'insurrection, la révolution, l'intifada (chacun ses mots, le tout c'est qu'on se comprenne), c'est précisément l'inverse de l'ordre démocratique. C'est garder sa force, ne rien déléguer aux patrons du grand contrat social, et assumer le conflit. La paix, ça veut dire qu'on a perdu. C'est l'état de défaite tellement stabilisé qu'on en a oublié la guerre, les violences qu'il a fallu et qu'il faut encore pour instaurer et préserver la paix. On vit sous occupation, suffit de voir la place du Pont à la Guillotière depuis un mois. La force armée qui nous a capturés s'appelle République Française.

« Ça va péter »

Intuitivement, tout le monde en a marre de la paix sous occupation. Enfin tout le monde, sauf les gagnants de ce monde. Les jeunes cadres parisiens à qui la vie sourit, évidemment eux, ils craignent « l'explosion sociale ». Mais les gens qui refusent de vivre sur des privilèges dégueulasses n'ont rien à perdre dans le conflit. Au contraire : si on s'organise, au lieu d'une simple explosion sociale, c'est un moment révolutionnaire qu'on peut vivre, et reprendre prise sur nos vies.

Parce qu'on va pas se contenter de moments de rupture. C'est une réalité toute entière qu'on veut construire. Personne ne se satisfait d'avoir fait reculer telle réforme, ou gagné quelques milliers d'euros de plus. Les ouvriers de Continental sont les premiers à le dire : « 50 000 € c'est bien, mais après ? ». La prime sera bouffée en deux ans. Et après ? Ça change rien à nos vies ! C'est quoi notre avenir ? Surtout à plus de 40 ans, licencié. Et puis les gosses alors ? Ce sera pareil pour eux ? Intérim, humiliations et tout à recommencer à chaque fois ?

La négociation par le fric, c'est exactement le mode de résolution des conflits mis en place la social-démocratie, un mode quantitatif. Le capitalisme quoi, toujours. Plus de velours sous ton cul, un peu d'aide sociale. Mais on veut pas de plus belles rames, on veut sortir de cette taule ! Et c'est la sortie, la dissidence en acte qu'on découvre dans chaque occupation. Dans les luttes, on se voit et se vit autrement. Par exemple, à Caterpillar, les gens des bureaux sont descendus spontanément aux côtés des types de l'atelier contre la mise à pied des 19 grévistes. C'est un bouleversement radical qui se joue, du qualitatif. Et c'est ça qu'il faut stabiliser. Que les Contis et et les Goodyear en Picardie continuent à se voir. C'est les rencontres nouées dans la lutte qu'il faut poursuivre même quand ils ont sonné la fin de la pause. Et c'est pas que des mots, c'est la vie très concrète : on a payé et fait la bouffe ensemble pendant ces jours d'occupation, on pourrait continuer un peu. Et les intérimaires ? C'est pas parce qu'ils se sont fait dégager en silence qu'on devrait plus les revoir. Il reste des sous dans la caisse de grève, qu'est-ce qu'on en fait ? Ils t'ont fait sauter ton permis ? Les salauds, on va faire du covoiturage. Résister quoi, sur tous les tableaux. En plus tout est moins chiant à plusieurs. Et puis la prime de départ comme ils disent pour nous chasser, on pourrait en mettre un bout en commun, pour voir ce qu'on peut faire ensemble.

On ne se contentera pas d'exister en contre, de n'être qu'une résistance, à un plan de licenciements, à une réforme, à une baisse des salaires... Parce que ça voudrait dire que le reste du temps on s'en fout de celles et ceux qui ont pas eu leur année et qu'on verra plus sur les prochaines occup' de la fac parce qu'ils ou elles bossent à MacDo, qu'on s'en fout des copains et copines de l'usine d'à côté qui se font jeter deux mois après nous, qu'on s'en fout des jeunes qu'on a vu grandir et dont on nous dit qu'ils sont maintenant en prison... La grève c'était justement une sortie du chacun pour soi, tous contre tous. Donc à nous d'inscrire nos rencontres dans la durée et dans l'espace. Continuer entre personnes en lutte, et trouver des endroits où être ensemble. Bref, pour empêcher tout retour à la normale, il nous reste à oser démarrer une autre réalité, la nôtre. ■



BRÈVES "TEMPS DE CRISE"

■ **TCL**

Lundi 20 avril : grève aux TCL, pour protester contre la remise en cause, par la direction, des accords d'entreprise. Dans la version voulue par les patrons les temps de pause ne seraient plus payés, les jours de RTT seraient programmés par la hiérarchie et non plus décidés par les salarié-es, les conducteurs et conductrices ne seraient plus attaché-es à une ligne mais à un dépôt afin de faciliter les remplacements et de ce fait augmenter la flexibilité des personnels... La direction et certains élus se sont plaints de ce que la grève tombait précisément le jour de l'inauguration de la ligne T4 ; réponse des grévistes : « les salariés des TCL n'ont pas envie de faire la fête ».

Et la fête, effectivement, sera gâchée : le tramway rempli d'élus et de VIP est bloqué par un cortège de grévistes bien encadré par les flics casqués et carapaçonnés ; les petits fours sont collectivisés, les élus se ramassent des œufs, des crachats, des insultes. Un élu PS, rattrapé par sa conscience politique, tente de sermonner l'assistance : « il ne faut pas se tromper de combat : les quartiers traversés par cette ligne de tramway ne sont pas ceux des riches, des nantis, des privilégiés ! ». Bizarre dans la bouche d'un encravaté qui s'apprêtait à sabrer le champagne avec des responsables du Sytral eux-mêmes condamnés pour avoir touché indûment plus de 3000 euros d'indemnités mensuelles.

Le lendemain, des étudiant-es ont encore bloqué la circulation du tram, en soutien à la lutte des traminots. Le mouvement se poursuit de semaines en semaines, sur la base de débrayages d'une heure prévus aux heures de pointes, afin d'occasionner un maximum de perturbations pour un minimum de perte salariale du côté des grévistes.

Fin mai, les distributeurs et les bornes de toutes les entreées de la station de métrio Saxe-Gambetta sont sabotés à l'aide d'eau salée. Les caméras sont bombées. « Transports en Commun Libérés » peut-on lire sur un mur adjacent.

Que la lumière soit !



Panique sur la Croisette. À Cannes, en plein festival, des grévistes d'EDF s'en prennent au prestigieux concours en coupant le jus du quartier pendant plusieurs minutes : habitations, hôtels, cinémas et diverses infrastructures sont plongés dans la pénombre. Plus de projections, plus d'ascenseurs, plus de guichets automatiques et des rangs de CRS aux abords des tapis rouges qui n'ont pas empêché les centaines de gaziers et d'électriciens de gâcher la fête !

Ailleurs et partout, des électriciens révoltés s'en vont couper sauvagement l'électricité de personnalités ciblées, d'institutions et de grandes entreprises. D'autres s'organisent pour piquer du matos à la boîte et remettre l'élec' à celles et ceux qui décident d'arrêter de payer leurs factures. Cette pratique se répand massivement dès 2004 et des milliers de foyers sont ainsi « rebranchés » au réseau. D'autres encore refusent d'obéir aux ordres lorsqu'il s'agit d'aller couper le jus.

Une des revendications des grévistes : la baisse du prix du courant. Quelques gestes simples peuvent aider les électriciens dans leur lutte : Outrage vous propose ce mois-ci une série de techniques qui vous permettront de faire chuter votre facture d'électricité de manière sûre et efficace en un rien de temps !



Compteur
Fil gainé courbé passant dans le trou fait dans le compteur pris entre 2 crans de la roue

PIRATER L'ÉLECTRICITÉ, C'EST pas sorcier ! Compteurs à roue, lampadaires, boîtes à fusibles ou nouveaux compteurs plus sophistiqués : divers procédés s'offrent à vous pour faire briller la lanterne au frais d'la princesse.

Tout d'abord, quelques infos:

- EDF tolère une certaine dose de piratage (autour de 5%) sur ses réseaux. Après il déclenche des contre-mesures à l'aide de gadgets sophistiqués.
- Du fait de l'externalisation d'une partie de l'activité salariée d'EDF, le relevé des compteurs est réalisé par des boîtes de sous-traitance. Les employés, pour beaucoup intérimaires, sont payés au nombre de compteurs relevés : le but est d'en checker un maximum en un minimum de temps. Il n'est donc plus question de perdre du temps à inspecter les compteurs pour déceler d'éventuelles tricheries comme cela se faisait régulièrement auparavant : une aubaine pour les pirates !
- La prolifération du piratage et la suppression des releveurs ont mené EDF à mettre en place de nouveaux compteurs. Lyon et Tours sont les villes test pour ces remplacements. Ces compteurs pourront à terme être relevés à distance, plus besoin de lire les chiffres au dessus de la roue ; relever les compteurs d'un immeuble pourra être réalisé en quelques secondes. De même que couper l'électricitié. Il y a déjà un mécanisme de déportation du relevé pour éviter que les releveurs rentrent chez vous et accélérer la procédure. Cette nouvelle technologie n'est pas encore généralisée ni vraiment au point et des hackers sont déjà sur le coup pour déjouer ces pièges numérisés !

CAS N°1 : vous avez la chance de disposer d'un vieux compteur électro-mécanique. Rien de plus simple pour anéantir vos factures : il vous suffit de bloquer la roue qui fait défiler les chiffres ! Le principe de ces compteurs, c'est que le passage du courant induit un champ de force magnétique qui fait tourner la roue, le courant consommé peut ainsi être compté de manière précise. Afin de stopper cet engrenage infernal et le défilement des chiffres, il suffit de bloquer la rotation de la roue. Pour ça, une tige et un petit trou suffisent ! Vous devez choisir une tige un minimum rigide et si possible au revêtement non métallique afin qu'elle ne soit pas conductrice : un petit fil de cuivre à gaine plastifiée fait parfaitement l'affaire. L'objectif est de caler cette tige entre deux dents de la roue crantée (celle qui fait défiler les chiffres et qui est apparente). Il est important de choisir une tige au bon diamètre pour qu'elle puisse se glisser entre deux crans. De plus, il faut qu'elle soit suffisamment grande pour éviter qu'elle ne tombe dans le boîtier lorsque vous l'introduisez et qu'elle devienne visible et irrécupérable. Une astuce est de faire un crochet (angle à 90°) à une des extrémités pour la retenir. Le trou doit être situé à un endroit précis : pas être trop près de la vitre et un petit peu avant la plaquette (voir photo). Le métal du compteur se perce facilement, une chignole fera l'affaire si vous n'avez pas de perceuse sous la main. La roue est à présent bloquée et les chiffres qui indiquent votre consommation ne défilent plus, le jus, lui, continue à passer. Afin de ne pas vous faire griller, vous pouvez retirer la tige un ou deux jours par mois : votre consommation évoluera et tout semblera normal. Lorsque vous ouvrez un contrat EDF, il est important de dégoter le contrat minimum (6kW) : précisez que vous n'avez pas de plaques électriques, de radiateurs électriques ni de chauffe-eau ou autres appareils à forte consommation. En gros, il s'agit de leur faire croire que vous voulez l'élec' uniquement pour faire briller quelques ampoules afin que la faiblesse de votre consommation ne semble pas louche et que l'abonnement soit le moins cher possible.

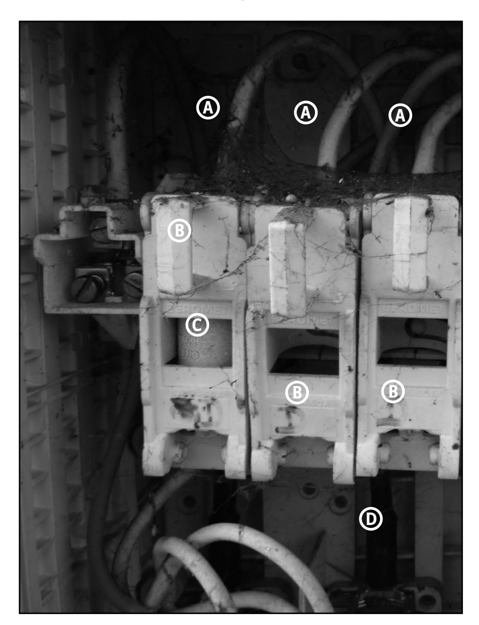
Autre technique pour endormir votre bon vieux compteur : l'aimant. Il suffit de placer un gros aimant de forme adaptée le plus près possible de la roue dentée (sur la vitre par exemple). Cet aimant permet de ralentir la vitesse de rotation de la roue et peut diminuer de 5 à 10% le montant de votre facture. Le conseil d'Outrage : dotez-vous de ce petit appareil aimanté qui permet de nettoyer les vitres d'aquarium, une fois démonté, vous serez en possession de deux aimants relativement puissants. Très utiles pour pouponner votre compteur mais aussi si vous souhaitez démagnétiser les bips des livres en librairie (voir la fiche pratique dans Outrage n°4).

CAS N°2 : on vous a coupé le jus ou vous emménagez dans un lieu sans électricité. La cause de la coupure : des agents sont venus enlever les fusibles placés dans une petite boîte située sur un des murs extérieurs de votre bâtiment ou à l'entrée de l'immeuble. Pour se rebrancher au réseau, il suffit de remplacer le ou les fusibles manquants.

Étape n°1 : ouvrir la boîte. Pour ça, vous aurez besoin d'une clé à pipe de 10 pour les vis à tête triangulaire ou d'un simple tournevis plat pour les autres. À l'intérieur de cette boîte : 8 câbles apparents : 4 par lesquels l'élec' arrive, 4 par lesquels elle repart, reliés par des fusibles (voir photo). En réalité il n'y a que trois fusibles susceptibles de fonctionner, le plus à gauche n'est qu'un cylindre métallique qui fait office de neutre (sur la photo, il n'y a pas ce cylindre, les fils sont directement reliés entre eux). Les maisons ou habitations classiques sont rarement en triphasé, sur les trois fusibles il n'y en a donc qu'un seul à connecter (le plus souvent, le voisin du neutre). Si vous habitez une usine désaffectée ou autre

bâtiment rocambolesque, il se peut que les trois fusibles soient fonctionnels, il vous faudra alors remettre les 3.

Étape n°2 : trouver des fusibles. C'est facile dans les comptoirs électriques français (CEF), vous devrez préciser l'ampèrage souhaité (de préférence supérieur ou égal à 45 ampères) et la dimension du



Fusible EDF
A. Les 3 phases arrivant du réseau EDF
B. Les portes-fusibles
C. Le fusible à rajouter
D. Vers la maison

fusible (qui doit permette de relier les phases entre elles). Vous pouvez aussi aller les chercher sur les façades de bâtiments abandonnés en ouvrant la petite boîte. Le rôle des fusibles est d'établir une connexion entre les câbles par lesquels l'électricité arrive et ceux par lesquels elle repart, n'importe quel élément conducteur (fil de cuivre, fourchette...) pourra donc faire l'affaire tant que vous prenez les mesures de sécurité nécessaires.

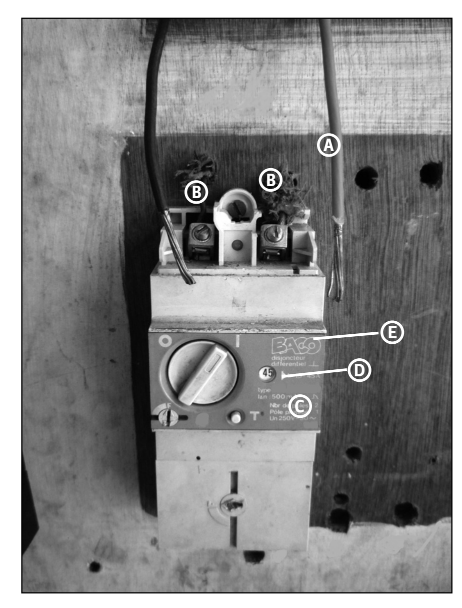
Étape n°3 : si votre endroit à électrifier n'est pas en triphasé, il faut trouver l'emplacement où positionner le fusible. Vous pouvez réaliser un test en plaçant un fusible puis en positionnant le disjoncteur sur 1 et en appuyant sur T. Lorsque le courant passe, le disjoncteur revient à 0. Si vous préférez utiliser un conducteur métallique plutôt qu'un fusible, il est important que votre installation soit équipée d'un disjoncteur différentiel de branchement (voir photo). Enfin, s'il n'y a pas de porte-fusible, il est indispensable de réaliser ces manipulations avec des gants en cuir véritable ou spéciaux 220 volts et de s'équiper de chaussures à semelles en caoutchouc (car il n'est pas vraiment possible de couper l'élec en amont). Il est aussi préférable de ne pas manœuvrer les câbles sous la pluie pour ne pas finir comme Cloclo ! Mieux vaut être entouré lors de vos manip' : des complices pourront ainsi surveiller les alentours et prévenir d'éventuels keufs et bousculades ; ils pourront aussi venir à votre rescousse en cas d'électrocution (en se munissant d'un bâton non conducteur type balais). Une fois les fusibles ou conducteurs positionnés entre les deux phases, vous êtes à nouveau reliés au circuit !

CAS N°3 : la dèche totale. Sans compteur ni boîtier à fusibles, il vous reste le mobilier urbain pour vous raccorder au réseau ! Se brancher sur le circuit d'éclairage public de votre quartier comporte quelques inconvénients : l'électricité circule uniquement lorsque les lampadaires brillent (cette technique est donc plus fructueuse en hiver) et vous serez limités en ampèrage (la limite est de 20 ou 25 ampères). Si vous dépassez cette intensité, vous pourrez faire sauter l'éclairage de tout le pâté de maisons, amusant mais évitable en installant un disjoncteur. Pour pirater le réverbère le plus proche de chez vous, il suffit de dériver les câbles qui l'alimentent. Pour cela, l'équipement de sécurité gants-chaussures est requis bien que le courant ne circule pas en journée et qu'il n'y ait donc à priori pas de danger. Le mieux est de réaliser une dérivation à partir de la boîte qui se trouve à la base du lampadaire. Après ouverture du boîtier, plusieurs fils sont visibles, il faut utiliser le neutre et la phase qui montent jusqu'à l'ampoule et se brancher dessus. Les câbles sont facilement repérables : le neutre est bleu et la phase peut être de n'importe quelle couleur sauf bleu ou jaune et vert.

Si vous n'avez pas accès au boîtier, vous pouvez directement couper le câble qui relie les lampadaires entre eux et raccorder les fils dont vous avez besoin à votre maison sans oublier de relier le reste du câblage au lampadaire suivant, pour cela vous aurez besoin d'un domino (sucre) et d'un boîtier étanche pour que le tout ne prenne pas l'eau. À réaliser en journée de préférence !

CAS N°4 : vous êtes dotés d'un compteur dernière génération (voir photo). Il vous reste alors la dérivation, technique fonctionnant aussi pour les anciens compteurs. Il s'agit de connecter directement les fils arrivant sur le compteur au disjoncteur de branchement sans oublier de déconnecter les deux fils qui arrivaient initialement à ce même disjoncteur. Pour réaliser cette opération, il est nécessaire d'accéder aux fils en ouvrant le cache situé en haut du compteur. Les nouveaux compteurs sont équipés d'un détecteur qui à terme devrait permettre d'envoyer un signal si vous ouvrez cette partie du boîtier mais cela n'est pas encore fonctionnel alors profitons-en ! Si vous avez des fusibles en amont de votre compteur, il faut les retirer sinon vous êtes bons pour des opérations à chaud, c'est-à-dire sous tension. Donc, avec les équipements (gants + chaussures) déjà mentionnés. Couper votre disjoncteur pour diminuer l'intensité des petites étincelles qui peuvent apparaître. Et enfin, utiliser les deux vis sur l'arrivée du compteur pour y connecter vos deux nouveaux fils.

Enfin, en coupant le courant, il est possible d'augmenter l'ampérage de coupe du disjoncteur (passer de 30 à 45 ampères par exemple) afin d'accroître le nombre d'appareils en marche simultanément. Retirer le cache du haut du disjoncteur, retirer la plaque protectrice et après, c'est juste une histoire de vis à déplacer.



Disjoncteur
A. Les 2 fils originaux provenant du compteur à retirer
B. Nos 2 nouveaux fils préalablement connectés aux 2 bornes d'arrivée du compteur
T. Le bouton testeur
D. Ampérage
E. Plaque protectrice

Presque toutes ces techniques nécessitent de briser des scellés EDF qu'il va falloir faire semblant de remettre. Pas d'inquiétude là-dessus non plus, les releveurs ne s'en préoccupent plus. ■



Nouveau compteur numérique



« Le but du projet urbain du Carré de Soie s'inscrit dans une dynamique de reconquête de la première couronne Est de l'agglomération lyonnaise. » (Communiqué du Grand Lyon)

LA VILLE AU CARRÉ

JAMAIS ON N'AVAIT dit autant de bien de Vaulx-en-Velin ces quatre dernières années. À la trappe les émeutes du Mas du Taureau, l'assassinat de Thomas Claudio par la police le 6 octobre 1990, les pillages et l'incendie du centre commercial… À la trappe les révoltes des banlieues, la précarité, les populations captives et la misère. Bienvenu sur un « *territoire potentiellement riche, riche en particulier de son environnement naturel, riche de son patrimoine industriel, de ses friches, riche de ses équipements sportifs, riche de son accessibilité, riche de part son positionnement charnière entre la périphérie et la ville centre*[1] ».

Le *carré de soie*, est une vaste opération de recolonisation territoriale ciblant toute la partie sud de Vaulx-en-Velin jusqu'au métro Cusset à Villeurbanne, soit 500 hectares.

Le projet a débuté en 2003 et, selon les pronostics, ne sera véritablement terminé qu'en 2027. Positionné stratégiquement à l'échelle de l'agglomération, il se situe directement dans l'axe qui relie l'aéroport international St-Exupéry au centre de Lyon en passant par la Part-Dieu, sur le trajet de la nouvelle ligne de tram-train LEA/Lesly (qui permet désormais de se rendre à l'aéroport en 20 minutes), au bord du canal de Jonage et enfin tout contre le périphérique. Il a également l'atout définitif de se situer en plein coeur des banlieues de l'Est Lyonnais. Un point de fixation capital, à la fois dans la gestion des flux de population et de marchandises de l'Est de l'agglomération mais aussi pour décomposer et recomposer un territoire qui depuis les émeutes de Vaulx-en-Velin est considéré par les autorités comme difficilement contrôlable.

La recolonisation a débuté le 1er avril dernier avec l'ouverture du centre commercial, une immense galerie marchande de l'envergure de la Part-Dieu, gérée par Altaréa et la foncière Euris. Elle regroupe 45 enseignes, un multiplexe Pathé et 15 restaurants. Évidemment, le symbole saute aux yeux : construire un gigantesque centre commercial à l'endroit même où, 15 ans plus tôt les jeunes de Vaulx en brulaient un autre. Mais c'est sans doute moins le symbole qu'il faut retenir que les réalisations pratiques permises et légitimées par le centre commercial : canalisation et orientation des flux dès la sortie de la nouvelle station de métro-tramway *La Soie* vers le centre commercial, 7 vigiles à oreillettes qui parcourent en permanence la nouvelle rue marchande, enfin, dix caméras à 360° toutes neuves qui jalonnent et couvrent chaque recoin d'une longue ligne droite, dégagée de tout obstacle. La sécurisation est à la mesure de l'édifice, tout est fait pour que n'y advienne que ce qui est prévu, l'achat et la marche forcée.

« Une ville où exister et vivre vraiment, une ville où être tout simplement. »

« C'est bien là l'enjeu des métropoles : attirer des hommes et des femmes porteurs de richesses, de talents, d'esprit d'entreprise, des hommes et des femmes qui font le choix d'une ville où se réaliser, où faire fructifier leurs talents, où élever leurs enfants, où s'inscrire dans des réseaux de relations vivants… une ville où exister et vivre vraiment, une ville où être tout simplement. Et pour cela, toutes les métropoles sont en compétition. Et Lyon la discrète a besoin de mieux faire connaître ses atouts, Lyon la discrète a besoin de séduire ! » (Communiqué de l'Agence pour le Développement Économique)

Avant même l'ouverture du centre commercial, le premier tour de magie de la Soie aura été de créer ex-nihilo ce *carré*, qui ne correspond à rien d'existant et regroupe sans distinction un immense territoire composé d'au moins six quartiers distincts[2], des friches industrielles et des terrains vagues. Un bien nommé carré qui n'est en fait ni plus ni moins qu'une marque, destinée comme toutes celles de son espèce à faire connaître et reconnaître la qualité des produits qui lui sont associés. L'astuce de la marque « *Carré de Soie* », est d'avoir été vendue comme un *désert*, comme un environnement à peupler et ce en générant, à

grand renfort de marketing, l'apparente disponibilité du foncier. La marque vend des ruines, les investisseurs les retapent.

Alors même que la communauté urbaine de Lyon ne possède elle-même presque aucun terrain sur *le carré*, la marque fait partie de sa stratégie de communication, elle est un artefact de plus pour vanter la plus prestigieuse encore, *Only Lyon,* qu'elle exporte déja depuis deux ans. Mis en série avec le ravalement récent des berges du Rhône et les réalisations à venir du stade de l'Olympique Lyonnais, du musée des confluences, de la gigantesque Tour Oxygène, le label *Only Lyon* est en passe de permettre à « *Lyon la discrète* » de devenir Lyon l'*ostensible*, une capitale européenne, concurrentielle et attractive. Et *le carré de soie*, d'après *Only Lyon*, y contribuera fortement : « *Poursuivre l'ambition urbaine avec des projets emblématiques, attirer et fidéliser les leaders d'opinion économiques, renforcer son système financier et tertiaire pour en faire un pôle de portée mondiale, développer son potentiel touristique, voilà les objectifs que réalisera le Carré de Soie*[3] ».

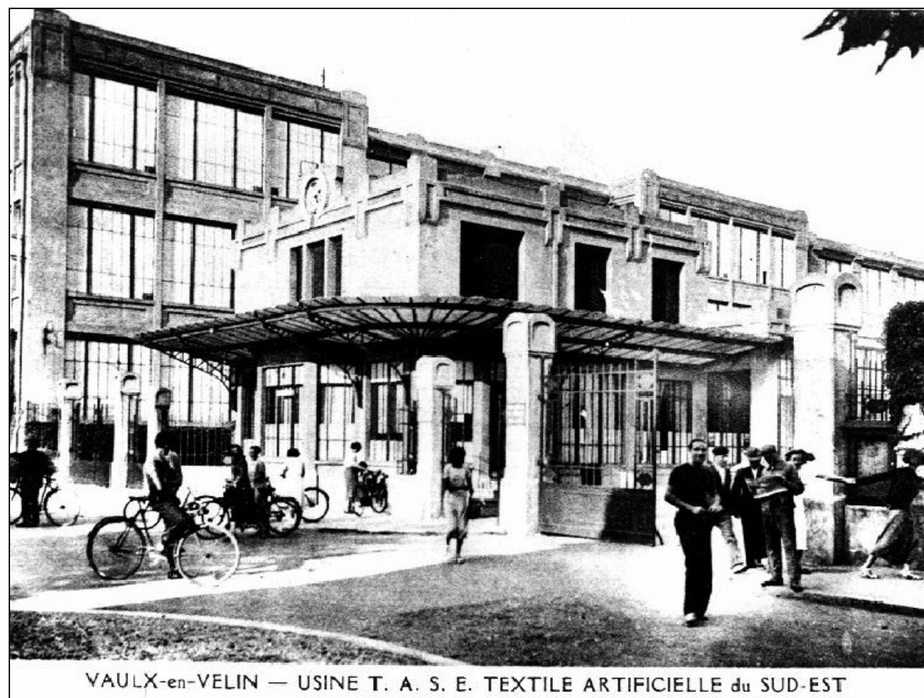
Inutile de dire que la propagande associée à « *Only Lyon* » omet d'évoquer l'éviction brutale d'un camp occupé par 400 Rroms installé sur l'îlot Yoplait, celle-ci ayant eu lieu dans la plus grande discrétion pendant l'été 2007. La misère n'aura ni entravé l'avancée des travaux, ni nuit à l'image onirique du futur quartier.

« Le concept de parc habité suppute des percées visuelles, évitant les habitations en continu le long de la rue et une végétalisation au maximum. Une sorte de cité-jardin. » (Communiqué de la mission « Carré de Soie » du Grand Lyon)

Une autre spécificité de la marque Carré de Soie est sa terrifiante modernité : avant tout un centre commercial, mais aussi un pôle « loisir » (qui comprend la rénovation de l'hippodrome), un pôle financier « éthique », un « éco-quartier », le tout agrémenté de « mise en valeur du patrimoine industriel », et de « trames végétales ». De quoi attirer les investisseurs de tous horizons, de quoi rendre séduisante une ancienne cité ouvrière dévastée par le chômage et des terrains vagues.

Les projets d'éco-quartier et de pôle financier éthique sont parfaitement ajustés à ce qu'attendent les futurs consom'acteurs. Le « pôle éthique » prévu pour recevoir 11 500m2 de bureaux à destination des entreprises dites « solidaires » et une grande surface « Biocoop » permettront à la nouvelle classe d'entreprendre et de consommer juste. L'éco-quartier, labellisé HQE (Haute Qualité Environnementale) dessinera une « trame paysagère » entre les façades végétales et garantira l'homogénéité, le bon goût et la faible « empreinte écologique » des futurs habitants. Ceux-là, dont on peut supposer d'ores et déjà leur passion pour « l'environnement », pourront en outre amener leurs enfants le dimanche au « Caredo », un centre d'éducation aux milieux aquatiques, installé sur les berges du canal qui proposera dès cet été des « sentiers pédagogiques » et autres « découvertes nature ». Tout ça au coeur de la métropole, sans même avoir à quitter le carré.

Vaulx-en-Velin, Villeurbanne et dans la station de métro Laurent Bonnevay. Si on rapporte le temps de parole alloué d'un côté aux porteurs de projet - soit Altaréa -, de l'autre aux habitants, c'est tout à fait clair. La concertation permet aux élus locaux de maîtriser leur agenda participatif et du même coup de la transformer en outil de communication de proximité.



VAULX-en-VELIN — USINE T. A. S. E. TEXTILE ARTIFICIELLE du SUD-EST

Nature, développement durable, économie solidaire, la reconquête de l'Est ne se contente pas de la vidéo-surveillance, il lui faut en plus toute la légitimité d'un urbanisme « raisonnable », dont le souci s'étend de la rue jusqu'à ce que les gens vont manger ou jeter à la poubelle. Un urbanisme qui met sur le même plan gestion de population et gestion environnementale, qui classe et sélectionne les bons usagers en préconisant les bons usages.

Évidemment, tous ceux qui n'auront pas les moyens d'habiter le paradis artificiel seront relégués encore un peu plus loin du centre ville, à l'écart des flux de circulations et des « cités jardins ».

« Si je récapitule, dans la première phase, il n'y aura pas de commerces de proximité, rien ne sera fait sur l'îlot Yoplait, il n'y aura pas de rénovation des habitations qui sont très anciennes comme sur la rue Decomberousse, la rue de la Soie... » (Mme BERT, Synthèse consultation, "Carré de Soie", mai 2004)

Les gens qui vivent là bas, certains depuis 60 ans, n'ont pas droit au chapitre. Alors que le projet de centre commercial est déjà dans les tuyaux depuis 2001, la concertation est amorcée en mai 2003 par une « phase d'écoute » dans les mairies de

Les réunions de concertation se passent à peu près toujours de la même manière : les médiateurs, généralement des architectes ou des sociologues, exposent le projet, dans tous les sens et selon tous les angles, ils font intervenir les élus, des experts, des acteurs du projet, des partenaires qui ont tous à charge de montrer à quel point le carré est profitable à la collectivité. Ces mêmes médiateurs ont également à charge d'enregistrer, de reformuler et de recadrer la parole de ceux qu'ils appellent les habitants. Ceux là, après avoir été destitués de leur connaissance du quartier, sont rabaissés à la hauteur des trottoirs, convoqués pour ne parler que de ce qui ne compte pas, des poubelles et des crottes de chien.

Cependant, il y a peut-être un os, la dernière phase de la concertation qui vient de commencer et concerne plus spécifiquement les secteurs Tase et Yoplait, réserve peut-être des surprises. D'un côté une association regroupant 15 petites associations dont des habitants des cités ouvrières Tase, « le cercle de la soie rayonne », qui s'auto-organise pour défendre sa propre définition du quartier[4] ; de l'autre plusieurs départs d'incendie la veille de réunions de concertation. La publicité, même politique, ne suffit pas toujours à défaire un lieu de son esprit et à chasser tous les fantômes de la révolte.

En 1924, ouvrent les usines de textiles artificiels SASE (soierie artificielle de l'Est Lyonnais), dont l'activité va se poursuivre jusqu'à sa fermeture en juillet 1980. Avec les usines renommées Tase en 1935, c'est

un monde qui s'est construit au cours du XXe siècle à la Soie. Séparé de la ville par le canal de Jonage, le carré s'est constitué en cité autonome, géré et réglementé par la famille Gillet, propriétaire des usines. Sur le modèle des cités-jardin et dans le plus pur esprit paternaliste du capitalisme du début du siècle, les cités Tase proposaient aux ouvriers un ensemble de logements, commerces, loisirs, jardins, et équipements, le tout entièrement sous le contrôle des Gillet. Des récits de l'odeur insoutenable qui régnait dans le quartier à celui du licenciement en 1935 de 145 ouvriers antifascistes italiens suite à la première grève, ce n'est pas précisément l'image d'une cité radieuse qui émane du glorieux passé des « grandes cités Tase » vendu sur les prospectus du Grand Lyon. Plutôt l'illustration de la gestion de la pauvreté ouvrière de l'époque, par l'habile confusion entre vie et travail, logement et usine, labeur et loisirs. « Quand il y avait des problèmes dans la cité, on n'appelait pas les flics, on portait plainte à l'usine et c'est elle qui s'en occupait[5] ». Mais on ne s'y trompe pas, du bon vieux flicage à l'ancienne au flicage post-moderne, seuls les dispositifs de contrôle changent.

Une des ailes de la Tase devrait dès 2012 accueillir un nouveau siège pour Interpol, et de l'ensemble de l'usine, seule la façade sera conservée. Celle-ci, qui restera debout grâce à d'habiles étayages artificiels, sera avec le café-cantine populaire « La boule en soie » le seul vestige de la vie collective foisonnante du quartier. Le bar du coin, investi par les ouvriers depuis 60 ans, va sembler plus anachronique que jamais, sans ouvriers ni vie de quartier, coincé entre les construction high-tech et les caméras de vidéosurveillance. Et il y a fort à parier qu'une fois l'aménagement du Carré achevé, la cantine soit ou complètement désertée par les anciens ouvriers - relégués aux confins de la ville - ou réinvestie par les nouveaux bourgeois, attirés par le caractère pittoresque et empreint d'histoire du lieu.



Juin 2009. Arrêt de tram La Soie

« Ne comparons pas la Suisse à Vaulx-en-Velin ! » (une habitante, Synthèse consultation, mars 2009)

Le carré de soie n'est pas simplement une marque, un éco-village ou des usines en toc, mais la manifestation d'un mode de gouvernement complètement renouvelé et modelé à la mesure du danger que les banlieues de l'Est lyonnais représentent pour le pouvoir. Car ce n'est certainement pas un hasard si la ville de Vaulx-en-Velin a obtenu en 2007 le « trophée national de l'aménagement urbain ». Le prix vient clôturer un premier cycle débuté avec l'installation, en 1997 des premières caméras de vidéosurveillance en France. Douze ans plus tard, les caméras ont trouvé leur décor, et l'agencement de gadgets écologiques, politiques, commerciaux et culturels sont venus parfaire l'efficacité du dispositif. Le désert vendu aux promoteurs s'est transformé en autre type de désert, plus fun, plus doux, et bien plus effrayant.

Il y a maintenant une tête de pont dans la ceinture Est de Lyon, une tête de pont qui par sa nature expansive, appelle à la sécurisation de l'ensemble du territoire. Dans la ligne de mire, tous les espaces jugés pathogènes : le Carré s'étend et contaminera bientôt les communes de Bron, Décines et Vénissieux, elles-aussi en plein processus de réhabilitation. À moins bien sûr que tout ne se passe pas comme prévu dans l'agenda de la ville, à moins que certains barbares réécrivent une fois encore l'histoire et inventent une fin toute autre. ■

LE FEU SOUS LA CENDRE

■ Le grand incendie

31 mars : un feu se déclare sur le toit du futur siège social d'Espace Group, aux Confluences. Feu de grange à Saint Galmier et feu de poubelles à Vénissieux, le 4 avril. Le lendemain, deux voitures sont incendiées à Brignais ; dans la foulée une pharmacie, un fleuriste et un cabinet dentaire partent en fumées. 15 avril : incendie d'un container à verres à Craponne ; trois caisses brûlées dans un parking souterrain, rue de la Part-Dieu.

Le 3 mai une vieille dame de 65 ans est condamnée à 4 mois de prison ferme pour avoir mis le feu à un sac rempli de prospectus, devant la porte d'une voisine. En 2000 elle avait déjà pris du sursis suite à une série d'incendies dans les parties communes.

Un incendie de voiture détruit un local technique à Décines, le 7 mai. Trois jours plus tard un petit feu prend sous la verrière de l'opéra, en plein centre de Lyon. On accuse la fée électricité. Une voiture crame aux Gratte-ciel (Villeurbanne), le 15. Incendie au centre commercial Vénissy le 18 ; une villa de rentiers, inoccupée, est mise à feu une semaine plus tard, toujours à Vénissieux.

■ Pas de fumée...

Un faux appel à la bombe a bloqué l'ID-TGV Lyon-Paris pendant plus de deux heures, le 10 avril. Le lendemain, un supermarché place Charpennes a été évacué suite à des dégagements de fumées suspectes en provenance du système de refroidissement. L'occasion d'improviser une petite autoréduction par temps de crise.

■ Ripostes

Mercredi 6 mai, 8 jeunes (lycéens, étudiants et sans emplois) se sont opposés à un contrôle TCL du côté d'Ecully. Après avoir copieusement outragé les trolls, ils ont saccagé un abribus et incendié les poubelles situées à proximité. Les gendarmes leur sont tombés dessus quelques jours plus tard, avec à la clé un passage devant le juge en septembre.

Le 9 mai des flics procèdent à un contrôle d'identité à Saint-Fons, dans le quartier de l'Arsenal. Des habitants se regroupent et finissent par les faire dégager à coups de pierres. Les policiers battent en retraite. Une fois les renforts arrivés, 8 suspects seront appréhendés et placés en GAV.

Le 26 mai, un collégien de douze ans sort un couteau de cuisine pour menacer une prof qui l'avait puni quelques jours auparavant.

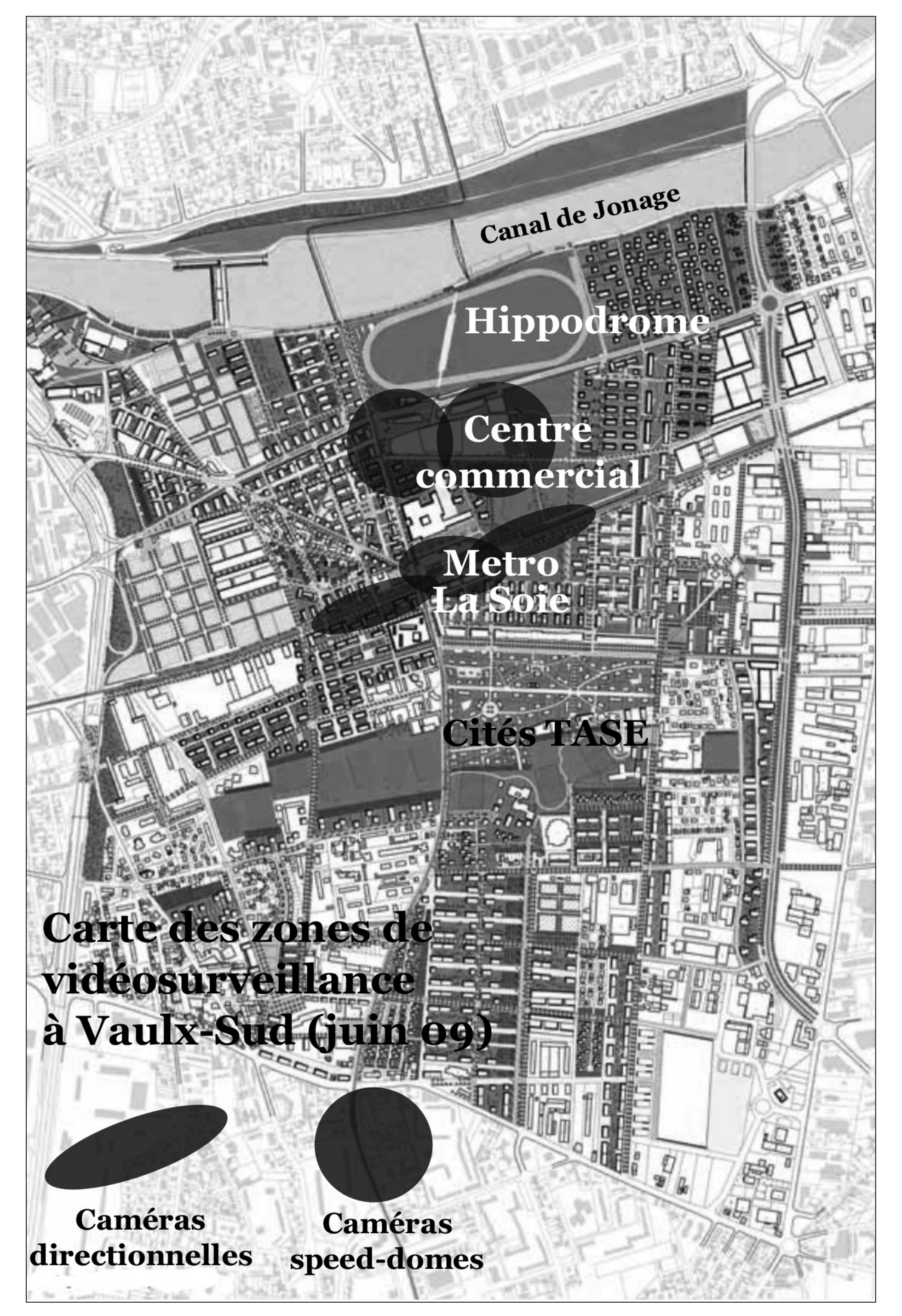
1. Gérard Claisse dans Concertation sur la première phase du projet Carré de Soie : phase de dialogue et des propositions, page 10.

2. On peut considérer qu'il y a six grands quartiers distincts au sein du carré de soie : le secteur Bonnevay-Cusset (rue de la Soie, rue Jara et pôle multimodal), Cyprian-les-Brosses, Vaulx-Sud (entre la route de Genas et l'avenue Roger Salengro, quartier Logirel-Les Brosses), Vaulx-Nord-Est (quartier de La Balme), l'ensemble Tase (usines Tase, petites et grandes cités) et la cité de transit des mahraba proche de La Balme. Dans toutes les plaquettes de communication à destination du grand public, aucun de ces espaces ne fait l'objet d'une quelconque évocation.

3. Http ://www.onlylyon.org : les actions Only Lyon

4. Http ://cercle.soie.rayonne.free.fr/

5. Témoignage d'un ancien habitant de la grande cité Tase.



De l'autre côté de la barricade

Albert Garnier, industriel lyonnais en retraite s'est fait squatté une grande propriété du XVIIIème siècle, rue Léon Blum à Villeurbanne. D'après ses dires, les squatters venaient des pays de l'Est, « sûrement des Roumains », et ils étaient « en nombre indéterminé, peut-être 60 ». Comme Albert a beaucoup de propriétés, et que cette grande ferme était vide depuis plus de vingt-cinq ans, le pauvre vieux ne s'en est pas rendu compte tout de suite. Heureusement une voisine bien intentionnée a fait la balance. Albert, donc, lance la procédure. Mais ça prend plus de temps que prévu, parce que ces « gens de l'Est » ont réussi à bénéficier de la trêve hivernale. Ça n'est pas qu'il soit raciste Albert, mais il n'aime pas les pauvres. Surtout les pauvres qui trichent : et ceux là « avaient 18 postes de télévision ! » ; ils ont piraté l'électricité et « emporté plein de matériel. J'avais muré la porte d'entrée mais ils l'ont détruite. Quand je passais les voir ils me narguaient ! ». L'expulsion survient après plusieurs mois de calvaire pour notre pauvre propriétaire, en juillet 2008. Mais ça lui coûtera encore 2000 euros de frais de justice. « Et en plus on leur a laissé récupérer des affaires ! », s'étrangle le châtelain. « Ça s'appelle spolier le bien des gens et puis c'est la maison où je suis né, il y a tellement de passé ici. Cette maison a connu la guerre, la Libération ». Elle a, comme on dit, une inestimable valeur sentimentale. D'ailleurs Albert l'a vendue à des promoteurs pour la faire raser et construire quatre magnifiques logements résidentiels pour classes moyennes aisées. Ça s'appellera le Quartet, et Albert n'est pas prêt d'y accueillir le début du quart d'un miséreux. « Les Rroms ? à la rigueur, les loger : pourquoi pas. Mais pas sans contrepartie et le problème c'est qu'ils ont tous les droits, et ils sont tellement soutenus… ». Si c'est Albert qui le dit…

BRÈVES "TEMPS DE CRISE"

■ **Le 23 avril,** le bus de campagne de l'UMP est encerclé et un peu secoué au passage de la manif contre les réformes de l'université. Le même jour, un acte de sabotage prive de gaz un millier de clients à Saint-Pierre-de-Chandieu (les gaziers réclament une revalorisation salariale au niveau national depuis plusieurs semaines). Le 27, occupation nocturne du collège Balzac à Vénissieux par des enseignant-es et des parents d'élève opposé-es aux réformes gouvernementales. À Lyon 2 le référendum organisé par la présidence pour forcer la reprise des cours est interrompu par des incidents. Affrontements avec les vigiles, manif sauvage, cinq arrestations. Le 29, manif et débrayage à l'entreprise Cérin et Roch de Souzy. Vendredi 1er mai : l'entrée de l'université Lyon 2 est saccagée en réponse à la répression du mouvement, cinq jours plus tôt. Les portes coulissantes du 4 bis sont défoncées et une menace est taguée : « Présidence, ça va se payer ».
Du 7 au 12 mai, l'entreprise Anoflex de Caluire est bloquée, jusqu'à ce que les grévistes obtiennent 19 000 euros de prime pour les 157 licencié-es (contre une dizaine de milliers d'euros dans le plan initial). Le 12 toujours, débrayages à l'usine Bosch de Vénissieux ; engluage des portes sur le campus de Bron, trois étudiants sont interpellés lors de l'opération. Vendredi 29 mai : manifestation des salariés du casino « le Lyon vert », pour protester contre un gel des salaires décidé alors que l'entreprise a dégagé 30 millions d'euros de bénéf' et a versé leurs dividendes aux actionnaires. Le 2 juin : site bloqué et direction séquestrée chez ABB à Chassieu.

■ **Contre la vie chère…**
Vols de métaux sur les chantiers, vols de câbles le long des voies ferrées, braquages de bar-tabac ou de brasseries, « visites de centres commerciaux »… les initiatives anti-crise se sont encore répétées par dizaines dans la région, rien que pour le mois d'avril. Le 3, un travailleur précaire de 31 ans, étranglé par le surendettement, s'est fait serré par les gendarmes pour le braquage d'une succursale du crédit agricole d'Ampuis, commis le 13 septembre 2008. 57 000 euros avaient été récupérés par un « motard », sous la menace d'un marteau et d'un couteau. La camionnette dans laquelle il circulait a été repérée suite aux visionnages de dizaines de caméras de surveillance entre la banque et le périph'.

■ **Vendredi 8 mai :** vol d'un camion frigorifique de la banque alimentaire, sur le futur site d'Interpol. Braquages dans le 7ème arrondissement et à Bron le 12 ; le même jour, vol de fret à Saint-Pierre-de-Chandieu, vol d'outils à Messimy. Braquage d'un bureau de tabac à Champagne le 13 mai, sur la presqu'île le 15. Trois jours plus tard, tentative de braquage du 8 à 8 de Décines au lance-fusée. Le 25 mai, un artisan spécialisé dans les petites réparations s'est fait serrer pour avoir détérioré les serrures des immeubles dans lesquels il posait des prospectus, histoire de se faire une clientèle.



RECONQUÉRIR LA VILLE

Voilà l'été, et avec lui le retour de toutes sortes d'attroupements plus ou moins festifs : l'apéro, les barbecues à l'arrache, la rouille ; le soir, en de multiples points de la métropole, les gens se mettent à traîner, discuter, faire du bruit. Se pose évidemment la question du contrôle de ces formes de sociabilité toujours un peu suspectes aux yeux des pouvoirs publics.

Leur arme secrète pour cette année : les terrasses de café. Ou plutôt une réglementation stricte quant à leur installation : pas de matériaux trop inflammables, pas de végétation d'une hauteur supérieure à 1m30 (dès fois que des peaux rouges tenteraient de s'y embusquer). La déléguée au commerce et à l'investissement prévient : « il y aura un renforcement de la sécurité et des contrôles avec l'aide de la police municipale ». Sécurisation des terrasses, donc, mais aussi sécurisation par les terrasses. « L'objectif est d'uniformiser l'ensemble des terrasses dans la ville. C'est une question d'esthétique mais aussi de sécurité. Elles sont là pour dynamiser les quartiers, encourager l'activité commerciale. Elles permettent aussi de sécuriser certains endroits de la ville en attirant du monde ».

Et si le coup des terrasses ne suffit pas, il reste la bonne vieille police. On la voit débarquer en masse ces derniers temps, multiplier les contrôles et les patrouilles dans tous ces secteurs qu'il s'agit explicitement de « reconquérir ». Devant le Clip, le gros immeuble moche de la place du Pont, les voitures de flics et les camions de CRS se succèdent de façon quasi ininterrompue pour empêcher les vendeurs ambulants de faire tourner le marché sauvage de la place Ballanche. En cause : la lutte contre les trafics et le risque de « tension inter-raciale » ; en attendant, en matière de « tensions raciales », on voit les flics de la République Française faire la chasse aux Rroms et aux Arabes qui squattaient là d'habitude.

A quelques centaines de mètres, les berges du Rhône font aussi l'objet d'une campagne de sécurisation spécifique : en plus des descentes de flics régulières, en plus de la chasse aux voitures discothèques (les petits malins qui viennent vendre des bières aux jeunes en balade sur les berges), les élus appellent directement les riverains à la délation. « Vous voulez plus de contrôles ? alors appelez le commissariat, toute la nuit s'il le faut ». Un protocole spécifique a été mis en place avec les commissariats du 3ème et du 6ème arrondissement qui prévoit en particulier la saisie des instruments de musique en cas de tapage. Et Thierry Phillippe, le nouveau maire du 3ème arrondissement, a encore plein d'idées pour faire régner l'ordre sur ses berges : il envisage l'installation d'un système d'arrosage automatique des gradins ou la mise en place d'auto-pompes alimentant des lances à eau à actionner pour faire dégager la faune trop bruyante des quais. Un peu comme on nettoie la merde…

Autre quartier bien connu pour sa vie nocturne agitée : les pentes de la Croix-Rousse. Le préfet se félicitait récemment de l'évolution de la situation pour cette zone : « l'ordre et la sécurité sont en train de revenir. Mais la vidéosurveillance ne permet pas d'obtenir de résultats suffisants ». Et le préfet Gérault de réclamer une plus grande collaboration avec la police : « ça n'est pas de la délation. On est entre citoyens libres, majeurs et responsables. Appelez le commissaire pour qu'on puisse faire des flagrants délits. Ce sont des réseaux, des chaînes. Les informations doivent nous parvenir très vite pour qu'on puisse faire des photos, vérifier les identités ».

Le problème, selon lui, c'est que jusque-là les réquisitions du procureur n'autorisaient les contrôles que de 7 heures à minuit. Heureusement grâce à son intervention on devrait vite aller vers du 24/24. En prime les autorisations d'ouvertures des établissements de nuit de la rue Sainte-Catherine ont été ramenées de trois heure à une heure du mat', et les contrôles devraient devenir « obsessionnels » dans les épiceries soupçonnées de vendre de l'alcool la nuit, quitte à « verbaliser toutes les dix minutes ».

Avec toutes ces mesures, les services de la ville ou la préfecture ne cherchent évidemment pas à interdire la fête. D'ailleurs il y a des boites pour ça, et toute une économie en dépend ; c'est l'occasion de s'éclater, de décompresser après une semaine de taf, et avant de replonger dans la routine et l'exploitation. Non pas interdire la fête, donc, mais l'encadrer, en gérer les débordements, les extases. En faire un secteur à part entière de l'économie, la marchandiser. Et empêcher surtout qu'elle n'allume autre chose, que la joie prenne un tour offensif. Comme lors des émeutes du jeudi soir à Rennes, au début des années 2000. Ou comme à Barcelone, le grand modèle des décideurs lyonnais, avec ses ramblas qui se transforment régulièrement en terrain d'affrontements entre les flics et les sauvageons du cru, mêlés aux fans du Barça et aux étudiants à la dérive.

Beucoup d'alcool, pas mal de frustrations rentrées, et il ne manque que l'étincelle. ■

BRÈVES "LYON MÉTROPOLE"

■ Sous l'œil de big brother
Pour Roger Boviller et Emmanuel Magne, respectivement « monsieur sécurité » et chargé de la « vidéo sécurité » pour la ville de Lyon, le secteur de la Part Dieu représente un véritable « point noir de la délinquance dans le 3ème arrondissement ». De quoi justifier l'installation de 29 nouvelles caméras dans le secteur d'ici septembre 2009.
Extension prévue de la vidéosurveillance également autour des écoles de Saint-Cyr en Mont d'Or, redéploiement des caméras dans le secteur de la Sauvegarde (9ème arrdt).
5 nouveaux appareils de contrôle automatique doivent être installés pour flasher les automobilistes grillant les feux (le premier est en service au croisement Marc Bloch / rue de l'Université).

■ Comme des rats
Il y aurait à peu près autant de rats que d'humains à habiter l'agglomération lyonnaise. Récemment des rongeurs en bande organisée ont percé des canalisations sous le Parc de la Tête d'Or pour se ménager un accès régulier à l'eau potable. L'administration du Parc s'en est aperçue après avoir constaté une explosion de sa consommation. Les resquilleurs courent toujours, malgré les pièges tendus par les services de dératisation qui avouent leur impuissance : « on arrive tout au plus à stabiliser leur population… ». Des techniques de survie à méditer avant l'effondrement.

■ Poisons d'avril
En avril l'interdiction de consommer les poissons pêchés dans le Rhône, pour cause de pollution aux PCB a été étendue aux bassins du Gier, de l'Azergues, du Drac et du Gland.

CARTON ROUGE !

« Lors du ramassage des poubelles de tri (vertes), un contrôle visuel du contenu est fait. Si un bac contient beaucoup de déchets inappropriés, une note d'information expliquant les consignes de tri et les erreurs à éviter sera laissée aux habitants. » (Le Grand Lyon, Mars 2009)

La propreté, à Lyon, est affaire d'obsession. Tout ce qui n'est pas produit et labellisé par la ville est sale, tout ce qui n'est pas à la bonne place est sale. Les procédures réservées aux clochards, aux prostituées, aux tags et aux papiers gras sont rigoureusement les mêmes, les êtres ou les choses *inappropriés* à l'usage préconisé de l'espace public font l'objet d'une éradication systématique.

Outrage l'avait déjà présentée il y a quelques temps: la brigade environnement de Lyon est à la pointe du nettoyage urbain. Regroupant depuis 2007 une trentaine d'agents, elle est chargée de patrouiller en ville à la recherche des fauteurs d'*incivilités*, afficheurs sauvages et chiens déféquant sur le trottoir. Depuis le mois de mars, une nouvelle brigade lui prête main-forte. Son rôle : vérifier immeuble par immeuble que le tri sélectif a *bien* été fait.

Les nouveaux héroïques « *messagers du tri* » sont chargés de prêcher, de responsabiliser, de mobiliser, de surveiller, et de punir… À la première faute, un avertissement *pédagogique* est remis par courrier aux habitants de l'immeuble incriminé, on leur explique comment s'y prendre, et surtout pourquoi retraiter les déchets. Au second écart, c'est direct le carton jaune et la première réprimande : le bac de tri est ostensiblement fermé au gaffeur, et les habitants reçoivent en personne les « *messagers du tri* » pour un blâme domestique. À la troisième erreur, c'est le carton rouge, le *hors-jeu*, le bac de tri est retiré jusqu'à nouvel ordre et les habitants se retrouvent fichés comme *pollueurs* patentés. « *Dans ce cas extrême, seule une démarche très motivée permettra à l'habitant de récupérer une poubelle de tri* », dixit la mairie. Si la grosse commission n'a pas été faite convenablement, l'État se charge de punir, c'est la gifle et le redressement pédagogique. De ce point de vue le retrait du bac de tri fait sérieusement penser aux mauvais points que l'on recevait à l'école, à ces punitions qui sont infligées aux enfants un peu trop remuants. Retraits de permis, radiation du RMI et de la CAF, confiscation du scooter, ces punitions accompagnées de stages et de formations que l'on inflige à ceux et celles dont le comportement est jugé *incivil*. Phénomène d'actualité s'il en est, illustré il y a peu encore avec la prescription faite aux mis en examens de Tarnac, tous presque trentenaires, de demeurer au domicile de leurs parents le temps de la procédure. L'Etat-pédagogue, en bon pasteur, rétablit l'ordre naturel des places.

Ça fait longtemps qu'on a compris qu'à travers les banales injonctions relatives à la gestion de nos poubelles se jouait un contrôle insidieux et fondamental de nos existences. Mais en passant de la surveillance du bon ordonnancement des bacs de tri dans la rue à celle du bon ordonnancement de notre propre poubelle, on passe du public au familier, du lointain à l'intime. Subrepticement, le contrôle s'installe au plus près de la vie quotidienne la plus triviale, dans l'angle mort des déjections. Subrepticement, il est demandé d'apprécier et de juger les sales petites affaires privées du voisin.



La gestion du tri sélectif n'est pas négligeable. Elle figure l'ensemble d'un monde, un monde fait de prescriptions bienfaisantes et d'obligations salutaires, un monde terrifiant où le geste le plus insignifiant de la vie quotidienne peut soudainement se transformer en objet de délit.

Qu'on se le tienne pour dit, le nouvel ordre est *environnemental*… ■

BRÈVES "LYON MÉTROPOLE"

■ Devenir le territoire…

La rue Calliet fait comme un renfoncement. On s'y calfeutre facilement, et des jeunes du coin s'y réunissent pour discuter, boire des coups et faire trop de bruit au goût de certains voisins. En plus ils amènent du mobilier urbain prélevé ça et là, s'aménage un coin vivable. Insupportable. « La géographie du lieu en fait une véritable caisse de résonance ». Insupportable. Les jeunes en question ont déjà été délogés de la place de la Croix-Rousse et du Gros Caillou : ils devront bouger encore, et la patrouille de flics du secteur est censée désormais passer par là régulièrement pour s'en assurer. L'ordre règne.

A Décines, le 21 mai, un des ces voisins excédés par les bruits de bavardages a tiré sur un groupe de jeunes. Un môme de 19 ans, habitant à deux pas, a été tué d'une balle en pleine tête. L'ordre règne.

■ La politique du barbelé

L'aire d'accueil des gens du voyage de Caluire va fermer pour un mois au motif d'« atteintes graves à l'ordre, à la sécurité, à l'hygiène et à la salubrité publique ». Quelques détritus auraient été jetés en bordure du camp et surtout il y a eu le mitraillage récent d'une caravane, et la découverte de plusieurs caches d'armes à proximité. Les habitant-es de l'aire d'accueil sont excédé-es par l'attitude des autorités : « pourquoi cette méfiance systématique envers nous ? la police vient sans cesse nous contrôler, et c'est ici qu'on est le plus mal reçu ». Des travaux sont programmés dans l'été ; ils prévoient notamment l'installation d'une caméra sur l'entrée du camp. Bernard Maquerol, adjoint caluisard en charge de la sécurité, ne perd pas trop de temps en justifications : « on a agi avec l'aval de la préfecture ».

■ La guerre des ondes

Fin juin, Bouygues Télécom est assigné devant le Tribunal de Grande Instance de Lyon par le collectif de parents d'élèves de l'école Gerson, pour trouble de voisinage. En cause l'exposition permanente des enfants et des personnels de l'école primaire aux ondes diffusées par un relais de téléphonie mobile installé à proximité. Une demi douzaine d'autres collectifs s'est formée dans l'agglomération, pour exiger le démontage d'antennes existantes ou pour protester contre leur installation dans le quartier. Bouygues a déjà été condamné à Tassin pour une affaire similaire ; alors ça flippe un peu du côté de l'opérateur. L'entreprise s'est pourvue en cassation et elle a commencé à activer tous ses relais : à l'Elysée, si bien que Fillon lui même est intervenu pour affirmer l'absence d'informations scientifiques quant à la dangerosité des portables. À la fac de médecine de Paris, on retrouve toute une brochette d'éminents spécialistes pour aller dans son sens (des spécialistes qui siègent souvent au conseil scientifique de Bouygues Télécom, contre de belles indemnités).

Pour le moment, donc, les ondes de portables ne sont pas dangereuses. Tant pis pour les maux de tête et les saignements dont sont victimes des habitants du Marais, à Villeurbanne-Saint-Jean, depuis l'installation, sans la moindre explication, d'une antenne sur le toit de leur HLM. Tant pis pour les habitants de l'avenue de Flemming, un petit havre sympathique où on compte 12 cancers en huit ans, sur 10 logements. Ça se trouve à Caluire, troisième ville de France la plus arrosée par les ondes d'antennes relais.

BRÈVES "POLICE PARTOUT"

■ La France d'après

Septembre 2009 : ouverture du nouveau commissariat central de Villeurbanne, cours Emile Zola (« financé par le plan de relance de l'économie », annonce un immense panneau publicitaire).

Mars 2010 : ouverture d'un nouveau commissariat place Louis Pradel, regroupant les équipes du 1er et du 4ème arrondissement, la brigade des mœurs, la sûreté urbaine de proximité et le bureau des contraventions. Soit un total d'environ deux cent condés. Un commissaire prévient : « le site est stratégique, le quartier du premier a toute notre attention. Le nouveau commissariat en contrôlera l'entrée ». Le 1er enjeu reste « la sécurisation du bas des pentes » : faire la chasse aux dealers, aux épiceries qui vendent de l'alcool et aux bars qui ferment tard.

Printemps 2010 : ouverture d'une antenne de la police nationale rue Tête d'Or dans le 6ème arrondissement. Contenance prévue : 25 flics et pas de cellule de GAV.

Eté 2010 : ouverture d'un Centre Educatif Fermé à Saint-Jean-la-Buissière.

Juin 2012 : ouverture prévue d'une caserne de gendarmerie géante à Sathonay Camp. Entre les pandores et leurs familles, elle devrait accueillir plus de deux mille personnes.

■ Grouiiik grouiiik grouiiik ! [couinements indignés]

F. Benazet et R. Maurice, représentants locaux de la CFTC-Police, ont fait récemment part de leur malaise face à l'emploi du mot « rafle » dans les cas d'expulsions d'étrangers. « On ne fait qu'appliquer avec probité et honnêteté la législation en vigueur ». C'est beau comme du Papon. À propos de l'augmentation considérable des cas d'outrage à agent, pince-mi et pince-moi déclarent sans rire : « c'est le seul moyen de se défendre quand on est insulté ; les gens sont parfois trop contestataires ». Leurs collègues des Ulysses (Essonne) ont vraisemblablement découvert d'autres moyens : comme fracasser le crâne des jeunes « un peu trop contestataires ». Sauf qu'ensuite évidemment la cité s'est enflammée (barricades en feu autour du commissariat, cocktails Molotov, tir de grenailles...).

■ Respect

P. Mervier, député UMP du Rhône veut, grâce à une proposition de loi déposée en mai, imposer le « respect des symboles républicains ». Il préconise notamment l'enseignement obligatoire de la Marseillaise à l'école et dans les clubs de foot, l'installation de drapeaux tricolores sur tous les édifices publics... Autant d'occasions de siffler, huer et faire flamber du tissu.

■ Police scientifique de proximité

Depuis avril, 150 gendarmes du Rhône sont formés aux techniques de la police scientifique : prélèvements d'échantillons ADN, d'empreintes digitales, etc. L'objectif est de pouvoir appliquer ces méthodes à la moindre infraction, pour « contrer la délinquance de masse » (la « petite et moyenne délinquance », du type vol à la roulotte, vol de voiture, dégradations, etc.). Un gradé ajoute que cette stratégie devrait permettre en prime « d'enrichir considérablement les fichiers des empreintes digitales et ADN ».

UN PÉNITENCIER EN TECHNICOLOR



Le 3 mai, 436 détenus ont été déménagés depuis la prison Saint-Paul de Perrache, l'antique « Marmite du diable », vers l'enfer ultra-moderne de Corbas. 900 flics, matons et gendarmes ont été mobilisés dans le cadre de ce transfert sans précédent : quatre rotations, pendant plus de dix heures, sous la surveillance de gardiens cagoulés et armés ; ils avaient même sorti les hélicos.

Direction le 40 boulevard des nations : un complexe de 11 hectares, avec un mur d'enceinte et une double ceinture grillagée de 6 mètres de haut, des barbelés un peu partout, deux miradors de 18 mètres et des filins anti hélicos. Denis Valède, l'architecte, précise : « la couleur est très présente ; pour réduire les tensions nous avons mis le plus de dignité possible dans le cadre de vie » ; et ils ont mis des ateliers, aussi. C'est important de mettre les prisonniers au travail : ça occupe jusqu'à 150 détenus, six heures par jour. En plus ça coûte pas cher en salaire, un taulard. De quoi aider à rembourser le loyer que l'Etat doit payer pendant trente ans au groupe Eiffage qui, après l'avoir construit, a hérité de la gestion de ce centre pénitentiaire. Au départ il était prévu pour 690 détenu-es ; sa capacité a été passée récemment à 930 places grâce à l'installation de lits superposés.

Une prison toute propre avec de la couleur, une douche et un interphone dans les cellules, pour « éviter les suicides ». Une taule plus automatisée, plus sécurisée... qui inquiète jusqu'au contrôleur des prisons, c'est tout dire : « il n'y a plus de déverrouillage manuel, tout est automatisé, tout se fait par caméras. Moins de contact avec les gardiens... condamner les personnes au silence c'est les enterrer vivants ». Un avocat du barreau de Lyon précise : « en centre ville les détenus avaient leurs repères, la prison était facile d'accès [pour les familles, pour les parloirs sauvages aussi]. À Corbas la première impression c'est une architecture aseptisée et une prison loin de tout. On met davantage de grilles et de portes, l'effet peut être catastrophique. Bref à Corbas je dirais qu'on est plus dans la répression que dans la prévention ».

Un ancien détenu témoigne également en ce sens : « j'ai vu deux fois l'arrivée dans un établissement neuf. À l'euphorie du début succède la triste réalité : les conditions de sécurité sont davantage mises en avant, la sur-population restreint l'accès aux activités et génère de la frustration. On ne peut plus aller boire le café dans la cellule d'un pote. Alors on ne voit plus que le béton et on regrette cette taule où ça puait mais où l'humain était présent et le système D n'était pas prohibé ». Système D, débrouille... Les ruses si précieuses pour continuer à exister, pour échapper un peu à l'enfermement, continuer à lutter contre la taule et ses coups de vices perpétuels.

Même avec de la couleur, même avec tout ce vernis humaniste, il n'y a pas d'enfermement à visage humain, pas plus que de barbelés à visages humains, de caméras à visages humains ou de matons à visages humains. ■

LA SDAT SAUTE SUR CHAMBÉRY

Il y a quelques semaines, on pouvait lire et entendre parler un peu partout dans les médias de « l'explosion mortelle près de Chambéry ». Dans la nuit du 30 avril au 1er mai à Cognin (Savoie), un engin artisanal a explosé accidentellement dans une usine désaffectée.



Il s'agissait d'un extincteur vide, utilisé comme récipient pour un mélange de chlorate de soude (désherbant industriel) et de sucre. Recette très facilement trouvable sur internet. Plusieurs dizaines d'explosions accidentelles sont déclenchées chaque année par des chimistes en herbe, un peu partout en France. Un incident de ce type est survenu récemment dans une résidence étudiante du 7ème arrondissement de Lyon. Si dans l'affaire de Chambéry, c'est la SDAT qui se retrouve chargée de l'enquête, c'est simplement parce que Zoé et Mickaël étaient fichés comme proches de la mouvance anarchiste.

Durant l'explosion, Zoé est morte et Mickaël a été gravement blessé au bras et au visage. Il a été transféré le soir même à l'hôpital Édouard-Herriot, au service des grands brûlés, et a été placé quelques jours après en détention au centre médico-pénitentiaire Jules Courmont de Lyon. Et il est maintenant incarcéré à Corbas. Qualifiés au début de « libertaires », Zoé et Mickaël ont très vite été assigné-es par les médias et la police à la « mouvance anarcho-autonome ». Puis au bout de quelques jours, les journaux ont tout bonnement cessé de s'intéresser à l'affaire. Mais ce n'est évidemment pas le cas des flics...

A Chambéry, dans les jours qui ont suivi l'explosion, 130 flics (police nationale, CRS, BAC, DCRI, SDAT) perquisitionnent deux maisons squattées. Deux personnes sont alors incarcérées (en plus de Mickaël) pour destructions de preuves : Rafou (toujours en prison) et Lucas (libéré le 29 mai après avoir passé plus de trois semaines à Fresnes) sont soupçonnés d'avoir fait disparaître des indices sur les lieux de l'explosion, en l'occurrence des tracts. Il est vrai que par les temps qui courent, quand la SDAT frappe à la porte, ça peut paraître pertinent de détruire certains écrits politiques. Déjà dans l'affaire de Tarnac, différents tracts et ouvrages ont été utilisés comme éléments à charges. On reproche aussi aux deux camarades de Chambéry d'avoir eu chez eux un extincteur vide et d'avoir leur nom sur la même boite aux lettres que Mickaël. Bref, le dossier à charge ne pèse pas bien lourd.

Après l'affaire de la dépanneuse au moment de l'élection de Sarkozy, après l'affaire des sabotages SNCF, voilà un nouvel épisode dans la constitution d'un ennemi intérieur sous les traits de la fameuse « mouvance anarcho-autonome ». Des vies, des perspectives politiques et surtout leur intrication se retrouvent visées. Alors, on en profite pour ficher et foutre la pression à tous ceux qui trainent autour de Zoé et Mickaël. L'enjeu est aussi d'éviter que le soutien ne prenne trop d'ampleur (contrairement à ce qui s'est passé autour de Tarnac).

Sur Chambéry, un collectif de soutien s'est monté pour soutenir les trois personnes inculpées dans cette affaire. Une manifestation sauvage a déjà eu lieu le 8 mai dernier, qui a regroupé environ 200 personnes durant près de deux heures dans les rues de la ville, sous bonne escorte policière. Des réunions du collectif qui regroupent entre 40 et 50 personnes ont lieu assez régulièrement. Il est également possible d'envoyer des messages de soutien pour les inculpés. Les inculpés - 132 avenue des Bernardines, 73000 Chambéry. Contact : lesinculpes@gmail.com, http ://lesinculpes.over-blog.com/ .■

Terrorisme, à qui le tour ?

L'« affaire de Tarnac » fait du bruit. Pas de preuves, pas d'aveux ni de déclarations compromettantes et des inculpés qui refusent désormais de répondre aux questions du juge d'instruction, des comités de soutien encore actifs un peu partout en France... Les autres inculpés dans l'affaire des fumigènes et de la tentative d'incendie sur une dépanneuse de la police pendant la période post-électorale ont été libérés. Isa avait passé plus d'un an en prison, Damien et Juan plus de six mois. Toujours pas de nouvelles de leur procès.

Certains inculpés ont vu leur contrôle judiciaire renforcé. Les raisons : s'être rencontrés et avoir discuté alors que ça leur était interdit. C'est déjà ce qui s'était passé pour Farid et Ivan (inculpés dans l'affaire des fumigènes), qui s'étaient croisés lors d'une manifestation. C'est la même pour Benjamin et Yldune, qui venaient à peine de voir leur contrôle judiciaire s'alléger.

Ça sent la fin lamentable autour de cette affaire, alors le pouvoir en rajoute, sort ses dernières cartes. Mais pas de chance, ça non plus ça donne rien.

La suite, c'est le mardi 28 avril où Tessa, en compagnie de Benjamin, se fait interpeller par des cowboys de la SDAT armés jusqu'aux dents. On lui reproche d'être une participante active et très visible du comité de soutien parisien et d'être une proche de Julien Coupat. Un peu plus tard, le 18 mai, c'est au tour de trois autres personnes de Rouen d'être interpellés. Ils se seraient rendus dans la même période que lui en Grèce. Ils sont libérés après 80 heures de garde-à-vue sans aucune charge retenue contre eux. Dans la même journée, cinq autres personnes de Forcalquier sont interpellées pour avoir diffusé via une liste mail sans indication de lieu, une photo montrant le bouton de sonnette, surmonté d'un œilleton de caméra, de Mme et M. Bernard Squarcini – chef du renseignement intérieur, la DCRI. On voit sous l'interphone le tract d'invitation à la journée du 8 mai organisée par le Comité « Sabotons l'antiterrorisme ! ». Les cinq personnes ont été libérées après une quarantaine d'heures de garde à vue. Julien Coupat a lui été libéré le 28 mai.



Au bal de l'arbitraire

Audiences correctionnelles du 2 avril : quatre précaires sont poursuivis pour une histoire de vols de fret et de métaux. Rien de tel que d'agiter l'épouvantail de la « bande organisée » pour impressionner un juge. Le procureur Reynaud ne s'en prive pas : « c'est une équipe liée, structurée et organisée. Et tous sont sous le coup d'une récidive légale ». Il requiert 6 ans ferme, pour un préjudice de quelques milliers d'euros. La justice tolère la délinquance à condition qu'elle soit désorganisée, le fait d'individus isolés, impuissants. Un peu comme des citoyens ordinaires, égarés. Le juge marche en partie : les prévenus prennent quatre ans ferme, assortis de sursis pour trois d'entre eux.

Le même jour le procureur Baret est en verve lui aussi. La vérité sort de la bouche des enfants, sans doute aussi parfois de celle des salauds, si on en croit son réquisitoire prononcé à l'encontre de trois manifestants présumés violents (cette histoire fait suite aux incidents du forum biovision, relatés dans le numéro précédent d'Outrage et sur rebellyon.info). « Jeter des pierres sur les policiers ça n'est pas seulement viser des hommes, c'est à la fonction qu'on s'oppose, à la collectivité ». Bien vu.

Le 4 avril en comparution immédiate, un chauffeur routier de 30 ans prend dix mois fermes pour un vol à l'arraché aux Terreaux. Le 22 une jeune fille de 23 ans est écrouée pour filouterie d'aliments : elle part en zonz' pour s'être offert un repas gratos rue de la République. Le lendemain un homme de 81 ans est présenté au parquet pour outrage : il appelait régulièrement le comico de Villefranche et insultait les flics qui décrochaient.

Le 9 mai : un contrôle de billet sur la ligne Lyon-Ambérieu tourne en bagarre : deux jeunes majeurs sont arrêtés et incarcérés jusqu'à leur procès prévu fin juin. Comparutions immédiates du 13 mai : un conducteur sans permis qui a cherché à esquiver un contrôle de police prend un an de prison ferme. C'est qu'il a fait courir les flics, et il a dû aussi leur causer quelques bleus aux phalanges au cours de son passage à tabac.

« Quinze ans, c'est un assassinat ! » : cri du cœur d'un braqueur accusé d'avoir dévalisé trois hôtels casinos, après qu'il ait entendu les réquisitions du proc'. La justice est aveugle et le juge lui collera 13 ans.

On a les vedettes qu'on mérite !

Olivier Brachet

Olivier Brachet prend sa retraite. Après 23 ans à la tête de Forum Réfugiés. D'ici peu, grâce au Ministre de l'Immigration et de l'Identité Nationale, cette association devrait pouvoir participer à la gestion des affaires courantes dans les centres de rétention administrative (l'idée étant de disputer le monopole de la Cimade, jugée un peu trop conciliante envers les étrangers en situation irrégulière).

Et à entendre les derniers propos publics de Brachet, ça n'est pas un hasard si Forum Réfugiés verse dans la collaboration pure et simple avec la République des rafles et des expulsions. Ce n'est que la continuation de la sale besogne de l'asso' en matière de droit d'asile. Des années de « tri sélectif » des exilés, histoire de faciliter le travail de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et A1patrides).

À propos de la politique du chiffre, des 26000 expulsions annuelles, Olivier Brachet nous explique : *« Assez peu de pays au monde ont une politique aussi positive que la nôtre »*. Au sujet des milliers de personnes passant par les centres de rétention administrative ? *« Que fait-on des gens qu'on veut éloigner du territoire si on ne les place plus en CRA ? Pour assurer la protection des réfugiés il faut une frontière qui sépare les bourreaux des victimes* [N.B elle ne protège pas les immigré-es des agents de la Police Aux Frontières] ». Alors ça signifierait qu'Olivier Brachet approuve des deux mains toutes les mesures gouvernementales ? *« Sarkozy ministre de l'Intérieur a remis de l'ordre avec la loi 2003 sur l'asile. Créer un ministère de l'Immigration est une bonne idée en matière de rassemblement de l'administration dédiée au sujet même si j'aurais préféré qu'il s'appelle Ministère des Migrations* [ah ! c'est à ce genre de coquetterie qu'on reconnaît les hommes de gauche]. *Les politiques sont cohérentes et on n'a plus de préfectures qui font le contraire d'une autre. Mais il y a un problème d'image avec son nom : Ministère de l'Identité Nationale… une image insupportable, celle des 26000 reconduites à la frontière… »*. C'est vrai que si *l'image* est insupportable…

Bon, de toute façon il faut rompre avec l'angélisme, comme on dit quand on est sarkozyste de gauche : *« On va passer de 250 à 500 millions de migrants dans les années à venir. Donc on pourra plus migrer mais on sera plus surveillé. Grâce à la biométrie, assurer la traçabilité des gens. Aujourd'hui 700 à 800 millions de personnes sont sans état civil. Il faudra leur donner une identité, un état civil, une autorité nationale responsable et faire en sorte qu'ils soient protégés s'ils ont un problème dans leur pays. C'est ce que j'appelle le processus d'achèvement du sujet de droit »*. C'est ce qu'on peut appeler aussi la société du contrôle ou du flicage généralisé, mais ça n'effraie pas trop Olivier, qui lui ne pense pas migrer autrement qu'en touriste friqué. À aucun moment il ne se dit qu'avec un « état civil », en facilitant donc leur identification par les autorités de toutes sortes, les « problèmes » de tous ces gens dans leur pays pourraient s'aggraver… *« En France on est gavé, on a l'impression qu'on ne peut plus circuler sans que tout le monde nous surveille. Mais ce n'est pas le cas de la majorité des gens. Beaucoup aimeraient être surveillés par quelqu'un qui s'occupe d'eux* [ah bon ?]. *On a une vision de riches. Le progrès ça serait plus d'administration des individus. C'est le seul moyen de garantir l'équité »*. Tous égaux devant le fichage ? et ça ça assurerait l'équité entre les riches et les pauvres ? ceux qui ont des papiers et les autres ?

Brave Olivier, pour qui les réfugiés forment un paisible troupeau à guider, à pucer s'il le faut, pour en assurer la traçabilité. Et attention s'il en devenait le berger… Un petit fichier ADN et tout le monde se retrouverait à sa place. Sauf bien sûr que ça fait grincer des dents, ces histoires de test ADN… *« C'est un sujet absolument tabou à cause du quiproquo invraisemblable sur l'eugénisme. C'est un outil, il faut savoir s'en servir. Cet outil est d'ailleurs déjà très utilisé dans les programmes de réinstallation quand on ne maîtrise plus les frontières. Je suis certain que les tests ADN reviendront sur le tapis. Non pas imposés par les Etats mais réclamés par les candidats à l'immigration. Dommage qu'en France ça fasse partie de ces débats impossibles »*. Dommage surtout qu'il te reste des dents pour articuler tes délires paranoïaques, tes fantasmes de contrôle que tu essaies même de faire endosser par les migrant-es. Il y a des vedettes dont on souhaiterait vraiment ne plus jamais entendre parler.

Nouvelles de la caisse de solidarité

Une patrouille de police qui tabasse nuitamment un jeune de quartier, des étudiants arrêtés par la BAC pendant une manifestation, un dispositif policier qui quadrille une place entière et procède à des contrôles d'identité massifs. Tous ceux qui ne voient pas le lien entre ces événements et leur vie ont bien de la chance. Pour les autres, ceux qui disposent encore de la faculté de percevoir les échos de la guerre sociale en cours, il apparaît de plus en plus nécessaire d'envisager les réponses pratiques à apporter à ce genre de situations. Celles-ci montrent à quel point il est nécessaire de disposer d'un outil qui a déjà des fonds, un numéro de portable pour centraliser les informations et agir rapidement.

L'avantage de la Caisse par rapport aux comités de soutien ponctuels, c'est que les affaires sont suivies sur le long terme, et pas uniquement lors de l'événement. Recréer un comité de soutien à chaque fois, rouvrir un compte, etc. revient à perdre tout le savoir acquis d'une fois sur l'autre. Surtout, une seule caisse permet de mettre en lien différents types d'affaire, de les faire résonner ensemble dans une offensive politique.

Dans ce but, des centaines de tracts ont été diffusés en manifestation, présentant des techniques pour faire face à la police. Le numéro d'urgence commence aussi à tourner dans les quartiers populaires de Lyon, pour s'opposer ensemble à la répression quotidienne.

Grace à une solidarité autonome, on a moins peur de la police et de sa justice, on est moins seul, plus apte à gérer. La Caisse de solidarité, c'est pas seulement de l'anti-répression secouriste mais un outil politique qui permet des rencontres fortes et subversives, qui nous donne de la puissance et nous rend les possibilités d'action que la répression est censé conjurer.

Témoignages, informations : 06-43-08-50-32 ou caissedesolidarite@gmail.com

Pour se capter...

SAMEDI 20 JUIN • Marche des fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans (départ 14h devant le parc de la Tête d'Or, entrée bd des Belges).

DIMANCHE 21 JUIN • inauguration du squat le *Komifo* à partir de 14h, 228 rue de Créqui (3ème).

VENDREDI 26 JUIN • Concert au *Chants des sirènes* à prix libre : Short-lived, Face up Toit, Koenigstein, Tobaïas, 7 rue Saint Agnan (8ème).

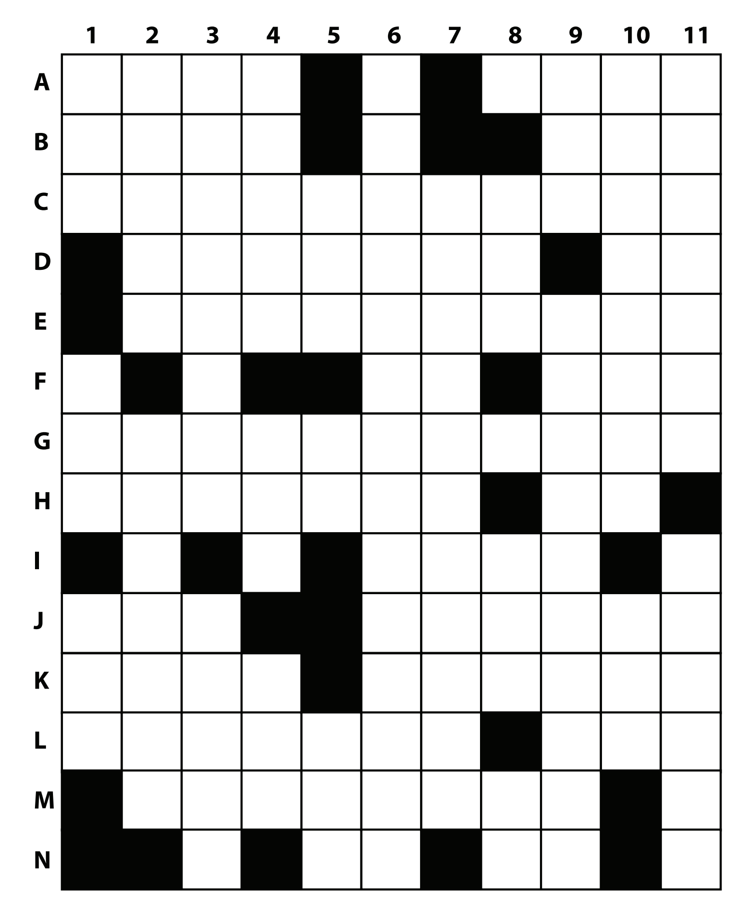
SAMEDI 27 JUIN • Soirée de soutien aux squats lyonnais avec Jahb-Trijas, Vices et ralements déviants, MC Huggy B, Reprez'i, à 22h au GGRB, 130 av. Berthelot (7ème).

LUNDI 13 JUILLET • Fête de soutien à Outrage et Rebellyon au *Chants des sirènes*.

JEUDI 16 JUILLET • Concert au *Chants des sirènes* à prix libre : De Hoje Haele, Kvaern, Rambocrvst & the Lvftwafunk.

MARDI 28 JUILLET • Concert au *Chants des sirènes* à prix libre : La URSS, Primates, Black Bart.

MOTS CROISÉS



Horizontalement. A. Graffiti / Bande à l'américaine B. Peut être delta ou de pigeon / Ça n'est pas le cri du taureau au fond de l'arène C. Équivalents platoniques du zoophile D. Ce que nous faisons à notre entourage chaque fois que nous tirons sur une clope (à en croire l'emballage) / Contre-terroriste E. À ne pas confondre avec une sangsue alitée F. Versus / peut être au pigeon ou à balle réelle G. Management de voiture H. Magnétique ou ménager / Initiales d'un fameux robot I. Nuage poétique J. Arafat's crew / Tue dans l'œuf K. Mammifère trop souvent et trop injustement confondu avec un agent de police / Raclage L. ALF en assure la libération / A son delta et ses crocodiles M. Estimât le poids N. Bande à 2 bords / Pas tué dans l'œuf.

Verticalement. 1. Peut faire rire ou pleurer / Valorisation des acquis de l'expérience (vraie arnaque pour énarque) / En bourse, souvent hostile 2. Ce que nous faisons gaiement à la lecture de ce mot croisé / Ce que nous faisons gaiement à la lecture de ce mot croisé (quand on est une bande de chouettes) 3. Et le bec, et le bec ! / Agent de l'ESB 4. Pour l'autre / United colors of Marx and Bakounine / Elle vous servira sûrement si vous abusez au PMU 5. Ouvrier super spécialisé / Grand Turismo / Chez des pommes 6. Ingérables à la Sin Dios 7. Inabouties 8. Protocole de cryptage / Fin de néon / Infime partie du précédent 9. Diminutif pour gros chien / Nomade 10. Néo, Sarko, Miss France sont passés par là / Condamnation à très grande vitesse 11. À base de pan ! Pan ! Pan ! Pan ! / Miss France ne pourra jamais l'être, à la différence de Margaret Thatcher (en même temps Thatcher n'aurait jamais pu être Miss France, rapport à sa nationalité).

Solution du précédent numéro

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
A	S	A	B	O	T	A	G	E		R	A	C
B	O	N	U		E	M	E	U	T	E		O
C	L	O	I		R	A	R		O	S		N
D	I	N	S	U	R	R	E	C	T	I	O	N
E	D	Y		T	O	R		R	A	S	T	A
F	A	M	I		R	E	V	O	L	T	E	S
G	R	E	A	L	I	S	A	S		A	E	S
H	I			I	S		G	S	M			E
I	T	O	T	E	M		I		I	R	I	S
J	E	M	P	R	E	I	N	T	E		N	

NOUS CONTACTER : OUTRAGE@RISEUP.NET



LES ARMES DE L'ENNEMI / PART. VI

LE TÉLÉPHONE PORTABLE

Il n'y a pas si longtemps encore, les écoutes téléphoniques se faisaient à partir des sous-sols de la tour Maubourg à Paris. Le protocole était compliqué à mettre en place et assez facile à repérer. Aujourd'hui, les temps ont singulièrement changé. La technologie est passée par là. Vendus à plus d'un milliard d'exemplaires à travers le monde chaque année, le téléphone portable a transformé de fond en comble la pratique policière de l'écoute téléphonique. (Attention, les lignes fixes restent faciles à mettre sur écoute.)

En 2008, 27 000 écoutes téléphoniques ont été autorisées en France par des juges, sur de simples réquisitions d'officiers de police judiciaire. À cela, on peut ajouter les 4 millions de réquisitions téléphoniques auprès des opérateurs de téléphonie mobile (simplement grâce à l'envoi d'un fax) et les 6000 « écoutes administratives » autorisées par Matignon sans passer devant une autorité judiciaire, celles qui servent à surveiller les personnes ou les groupes soupçonnés de « terrorisme » ou de « grand banditisme ».

Au vu des possibilités offertes par le portable, qui peut à tout moment se muer en dispositif de surveillance, on sera donc particulièrement vigilant face à ses usages. S'il n'y a pas de critique moraliste à avoir face aux utilisateurs de téléphones portables (du type, il faut être cohérent avec soi-même et ne pas avoir de portable si on critique cette société) il faut en revanche partir de la situation présente (on en possède presque tous) et donc tirer des conclusions quant à l'utilisation pratique qu'on peut en faire en la transformant en une utilisation contrôlée.

Il faut savoir que les opérateurs conservent les « données de connexion » de tous leurs clients pendant un an. Ces données contiennent le numéro du correspondant appellé, la durée de la communication et depuis peu les messages SMS échangés. Ce sont ces informations, entre autres, dont les policiers se servent pour étayer leurs accusations d'« *associations de malfaiteurs* ».

Le portable peut aussi être utilisé pour tracer les gens : quand il est allumé ou éteint mais avec la batterie, on peut facilement connaître tous les endroits où une personne s'est rendue avec une précision variable de l'ordre de 50m à 200m suivant le nombre de bornes présentes (triangulation). Cette technique permet de déterminer un itinéraire, un emploi du temps, un réseau d'amis (savoir que vous êtes souvent à proximité de telle ou telle personne), etc.

Il existe deux sortes d'écoutes. Les écoutes actives : les flics écoutent en live une conversation sur un portable. Mais aussi les écoutes *passives* : quand un portable sert de micro d'ambiance, c'est-à-dire que les policiers s'en servent pour écouter ce qui se dit dans l'environnement sonore immédiat (que le portable soit en communication ou simplement allumé).

A priori, enlever la batterie d'un télépone portable est suffisant pour échapper à ce genre d'écoutes. Certes l'horloge interne continue de fonctionner mais la pratique de l'écoute consommant énormément d'énergie (ce qui peut d'ailleurs mettre la puce à l'oreille quand un portable se décharge anormalement vite), la voix ne transite plus. Laisser son portable chez soi allumé peut aussi être une solution par rapport au fait d'éteindre collectivement et simultanément les portables. Ou alors les mettre tous dans une autre pièce, toujours allumés.

De manière plus générale, une fois que l'on tombe sous le coup d'une enquête policière, l'ensemble de la vie qu'on mène devient incriminante. Toutes les habitudes, toutes les manières de vivre deviennent significatives aux yeux du pouvoir. Pour preuve le cas récent du *Militante Gruppe* en Allemagne. Ses membres ont été accusés de conspiration : le fait de venir à un rendez-vous sans portable ou de les éteindre simultanément a été un élément à charge dans l'instruction.

Ceci dit, on peut tout de même utiliser le portable comme outil de lutte. Quand on bouge ensemble, cela reste pratique. Pour garder les avantages sans les inconvénients, il suffit de se procurer des portables anonymes. Ils sont en vente libre dans les bureaux de tabac. Par contre, cela ne dure que deux semaines. Après, il faut envoyer une photocopie de carte d'identité pour garder la ligne. Ce sont en gros des portables jetables à utiliser exceptionnellement sur les gros coups.

Par ailleurs, l'omniprésence de ce gadget modifie profondément nos existences, notre rapport au monde. C'est d'abord un instrument de contrôle qui participe à l'indistinction entre travail et vie quotidienne (indistinction qu'on voit à l'oeuvre dans la fierté d'appartenir à sa boite, dans le fait de ramener du boulot chez soi le soir, de voir ses collègues en dehors du temps de travail le temps d'un jogging). Avec le portable on est joignable à tout instant, c'est-à-dire mobilisable tout le temps. Plus de temps mort. Si le portable sert à être disponible tout le temps, à pouvoir changer de poste immédiatement, à la mise sous tension permanente des employés, il est aussi devenu quasimment indispensable pour trouver un job.

Autre point à noter, le téléphone portable ne s'est pas adapté à un marché déjà existant, il l'a créé. Sa propagation massive à l'ensemble du corps social a créé de nouveaux usages, de nouvelles manières d'être. Les esclaves sédentaires qui vivent au rythme des trajets boulot/dodo, du découpage temporel semaine/week-end, jour/nuit, travail/vacances-à-la-plage ont besoin d'une médiation électronique pour éviter le contact avec des inconnus, pour combler les temps de déplacement « sources d'angoisse ».

Ceux dont la vie est atomisée et morcellée ne peuvent vivre sans portable : il conjure la peur (de l'agression, de l'avalanche, de l'enlèvement...). Il est un rempart contre le hasard et l'imprévu qui n'ont pas leur place dans des existences aseptisées, planifiées, calibrées. Certains opérateurs téléphoniques ont d'ailleurs doté les portables d'une fonctionnalité consistant à détecter la présence d'« amis » dans les environs. Vous marchez et votre portable vibre : un ami est dans le secteur... Bienvenue dans une société où l'inattendu a disparu, même l'inattendu de la rencontre.

Le confort de la petite-bourgeoisie planétaire, son bavardage incessant qui transforme la vie en son commentaire (« *Salut, tu devineras jamais ce que m'a dit Brandon hier soir.* »), implique cette catastrophe. ■